



Actualisation du Document de Référence 2015

Rapport financier semestriel au 30 juin 2016 inclus

La présente actualisation du Document de Référence 2015 a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 4 août 2016, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle complète le Document de Référence 2015 déposé auprès de l'AMF le 7 avril 2016 sous le numéro D.16-0300. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cette actualisation du Document de Référence peut être consultée sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et celui de l'émetteur (www.atos.net).

CONTENTS

| | |
|---|----|
| Contents | 2 |
| A Personnes responsables | 3 |
| A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence | 3 |
| A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence | 3 |
| A.3 Responsables du contrôle des comptes | 3 |
| B Atos au premier semestre 2016 | 4 |
| C Finance | 6 |
| C.1 Revue opérationnelle | 6 |
| C.2 Objectifs 2016 | 26 |
| C.3 Revue financière | 27 |
| C.4 Etats financiers consolidés résumés semestriels | 34 |
| C.5 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2016 | 53 |
| D Gouvernance d'entreprise | 54 |
| D.1 Renouvellement et nomination d'administrateurs | 54 |
| D.2 Composition du Conseil d'Administration | 54 |
| D.3 Assemblée générale Mixte du 26 mai 2016 | 54 |
| D.4 Rémunération et actionnariat des dirigeants | 55 |
| E Evolution du capital | 58 |
| E.1 Informations de base | 58 |
| E.2 Dividendes | 59 |
| E.3 Calendrier financier | 59 |
| E.4 Contacts | 59 |
| E.5 Capital | 60 |
| F Facteurs de risques | 64 |
| G Implantations | 66 |
| H Table des matières détaillée | 67 |

A PERSONNES RESPONSABLES

A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence

Thierry Breton

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'Atos

A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de Référence 2015 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les états financiers consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les états financiers données dans la présente actualisation du document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'Actualisation du Document de Référence 2015.

Thierry Breton

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'Atos
Bezons, le 3 août 2016

A.3 Responsables du contrôle des comptes

Nomination et expiration des mandats

| Commissaires aux comptes | Suppléants |
|--|--|
| Grant Thornton Victor Amselem <ul style="list-style-type: none">Nommé le 27 mai 2014 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 | Cabinet IGEC <ul style="list-style-type: none">Nommé le 27 mai 2014 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 |
| Deloitte & Associés Jean-Pierre Agazzi <ul style="list-style-type: none">Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 | Cabinet B.E.A.S. <ul style="list-style-type: none">Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 |

B ATOS AU PREMIER SEMESTRE 2016

Janvier

Le **19 janvier 2016**, Atos a annoncé que PAC l'a classé parmi les trois premiers fournisseurs de services de sécurité informatique en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Le rapport liste les 20 principaux vendeurs de logiciels de sécurité informatique et les 20 principaux fournisseurs de services de sécurité informatique dans la région EMEA. Pour les fournisseurs de services informatiques, PAC évalue le support d'infrastructure, le projet et les services d'infogérance, mais aussi la gestion des applications et les services de projet. Le classement tient également compte des services BPO, des coûts logiciels et des frais de personnel.

Le **20 janvier 2016**, Atos a annoncé avoir finalisé auprès du Groupe Gores et de Siemens l'acquisition de Unify, le numéro trois mondial des solutions de communication intégrées générant un chiffre d'affaires annuel de 1,2 milliard d'euros. Cette acquisition crée une offre de services intégrés unique pour les communications unifiées qui optimisent la collaboration sociale, la transformation numérique et les performances opérationnelles de ses clients.

Tel qu'annoncé le **21 janvier 2016**, les serveurs bullion de Bull, la marque d'Atos dédiée aux produits technologiques et aux logiciels, ont une fois encore battu des records de performance, d'après le benchmark international de la Standard Performance Evaluation Cooperative (SPEC). Réalisée sur une configuration 16 sockets, ce benchmark montre que les serveurs d'entreprise haut de gamme x86 bullion atteignent des niveaux de performance exceptionnels et sont les plus puissants en termes de vitesse et de mémoire.

Orange Cyberdefense et Atos, à travers sa marque technologique Bull, ont annoncé le **25 janvier 2016** avoir signé un partenariat stratégique afin d'adresser ensemble le marché des communications sécurisées pour les flottes de terminaux mobiles. Ce partenariat avec Atos complète la gamme de solutions de sécurité des communications d'Orange Cyberdefense. Dans le cadre de cet accord, Orange Cyberdefense assurera la commercialisation de Hoox - le smartphone le plus sécurisé du marché - auprès de ses clients.

Février

Le **24 février 2016**, Atos a annoncé ses résultats annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Tous les objectifs 2015 ont été atteints. Le chiffre d'affaires a atteint 10 686 millions d'euros, +18% par rapport à 2014 et +0,4% à périmètre et taux de change constants. La marge opérationnelle a été de 883,7 millions d'euros, représentant 8,3% du chiffre d'affaires, par rapport à 7,1% en 2014 à périmètre et taux de change constants. Les prises de commandes ont atteint 11,2 milliards d'euros, soit un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 105%. Le carnet de commandes s'est accru de +2,9 milliards d'euros à 19,1 milliards d'euros, représentant 1,7 année de chiffre d'affaires. La trésorerie nette du Groupe a atteint 593 millions d'euros fin 2015. Le Groupe a généré 450 millions d'euros de flux de trésorerie disponible en 2015, par rapport à 367 millions d'euros en 2014. Le résultat net s'est établi à 437 millions d'euros, en hausse de +55% par rapport à 2014 et le résultat net part du Groupe a été de 406 millions d'euros, en hausse de +53%. Des améliorations significatives sont prévues en 2016.

Avril

Le **7 avril 2016**, Atos a annoncé le lancement d'Atos Codex, une gamme de solutions entièrement intégrées à l'usage des entreprises. Selon Gartner : « dès 2017, la rentabilité des organisations qui anticipent leur performance via des outils d'analyse prédictive, va augmenter de 20% ». Atos Codex analyse les données de bout en bout, sur toute la chaîne de valeur informatique. Ses fonctionnalités vont du conseil et stratégie de transformation digitale à la modélisation des cas d'utilisation, en passant par l'expertise scientifique des données, le déploiement d'analyses agiles et la gestion d'évolutions en temps réel.

Le **12 avril 2016**, Atos a présenté Bull sequana, le supercalculateur le plus efficace au monde. Ce premier ordinateur de la génération exascale (1 milliard de milliards d'opérations par seconde) consomme 10 fois moins d'énergie que les machines actuelles. Prêt à intégrer les technologies les plus extrêmes des années à venir, Bull sequana est déjà en cours d'installation au CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives). Atos confirme ainsi son leadership dans les technologies de traitement et d'analyse de volumes infinis de données, permettant aux entreprises de réinventer leur modèle économique, dans la lignée de son offre de « predictive & cognitive analytics » Codex.

Le **21 avril 2016**, Atos a annoncé son chiffre d'affaires du premier trimestre 2016 et un solide début d'année confortant l'atteinte de tous les objectifs 2016. Le chiffre d'affaires a atteint 2 757 millions d'euros, +1,6% à périmètre et taux de change constants et +15,0% à taux de change constants. Les prises de commandes ont représenté 2 794 millions d'euros, soit un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 101%.

Mai

Le **18 mai 2016**, à travers sa marque commerciale Bull pour ses produits technologiques, Atos simplifie et accélère la mise en œuvre du Big Data avec le lancement de la nouvelle solution: « Data lake & analytics factory by bullion ». Atos a lancé sa nouvelle appliance Big Data « Data lake & analytics factory by bullion ». Big-Data-in-a-box: intégrée au serveur bullion sous forme d'appliance, elle permet l'industrialisation, la collecte, le stockage et l'analyse des données via une solution unique pour un traitement plus efficace, rapide et en temps réel des données et ainsi gagner en rentabilité. La « Data lake & analytics factory by bullion » est la dernière-née des offres Atos Codex.

Atos a annoncé la certification de sa plateforme Cloud Foundry par la Fondation Cloud Foundry **le 23 mai 2016**. Atos contribue activement au seul programme de certification conçu pour établir une portabilité totale entre plateformes dans un contexte multi-cloud et multi-fournisseurs. Grâce à cette certification, Atos rejoint une liste de fournisseurs de renom certifiés par la Fondation Cloud Foundry afin de délivrer la meilleure plateforme multi-cloud.

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires d'Atos SE s'est réunie le **26 mai 2016** sous la présidence de Monsieur Thierry Breton, Président-Directeur Général de la Société. La totalité des résolutions proposées par le Conseil d'administration a été adoptée. L'Assemblée Générale a notamment approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2015, le versement d'un dividende au titre de cet exercice à hauteur de 1,10 € par action, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale a également renouvelé les mandats d'administrateur de Mesdames Aminata Niane et Lynn Paine et de Monsieur Vernon Sankey. A la suite des renouvellements des mandats des administrateurs, le Conseil d'administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a décidé de confirmer la composition des Comités du Conseil.

Le **30 mai 2016**, Atos a témoigné à nouveau de son niveau d'excellence en matière de développement durable en publiant son Rapport intégré de Responsabilité d'Entreprise 2015 en ligne avec les recommandations les plus exigeantes du Global Reporting Initiative (GRI) option G4 "Comprehensive" et de l'International Integrated Reporting Committee (IIRC). En effet, depuis 2014 et pour la seconde année consécutive, Atos a rempli avec succès les conditions du GRI Content Index Service en appliquant l'option « G4 Comprehensive ». Avec cette approche, Atos démontre que les informations publiées sur sa performance extra-financière sont exactes et exhaustives. Toutes ces informations qui ont été certifiées par un auditeur externe sont regroupées dans deux documents : le Rapport de Responsabilité d'Entreprise 2015 et le Document de Référence.

Atos, à travers sa marque commerciale Bull, a lancé le **14 juin 2016** sa solution de gestion du combat, le Bull Battle Management System (BMS). Bull BMS est une solution complète qui optimise le partage en temps quasi réel des informations du combat terrestre et aéroterrestre, au niveau de l'ensemble du bataillon (en poste de commandement, à l'intérieur des véhicules et par les soldats débarqués) et sur l'ensemble des missions. Cela permet de constituer rapidement des groupements tactiques interarmes qui partageront de manière efficace les informations relatives à la mission, même en conditions de réseau dégradées. L'ergonomie est optimale pour une prise en main facile et rapide. L'interface utilisateur très intuitive est proche de celle des outils civils. Ainsi, elle offre une forte tolérance lors de la saisie manuelle et automatise la capture des données, des atouts majeurs sur le champ de bataille. La solution offre un niveau d'indépendance technique lui permettant de s'adapter facilement aux choix nationaux d'équipements – tels que la radio tactique, les véhicules, la vétronique, les systèmes d'exploitation et l'armement connecté. Atos établit des partenariats avec l'écosystème local d'industries de défense. En s'appuyant sur une base logicielle commune et une architecture ouverte, Atos élabore une solution nationale en étroite collaboration avec son client. Cela permet de prendre en compte des éléments spécifiques liés à la doctrine d'emploi, au contexte géographique et linguistique et aux ordres de bataille.

Tel qu'annoncé le **20 juillet 2016**, Atos est orchestrateur de toute l'informatique des Jeux Olympiques de Rio 2016™. Diffuser les résultats aux médias du monde entier en moins d'une demi seconde est un exploit technologique qui ne tolère aucune marge d'erreur et demande des années de préparation ; une performance à la hauteur des Jeux Olympiques de Rio 2016™. Porté par la maturité du secteur des technologies mobiles, Atos, le partenaire informatique mondial et intégrateur principal des Jeux Olympiques et Paralympiques, travaille sans relâche avec les équipes techniques du CIO pour transmettre toujours plus rapidement les résultats et autres données des Jeux , en ligne ou par tout autre moyen, et quelles que soient les plateformes. Pour relayer aux spectateurs et médias du monde entier tous les résultats, événements et informations relatifs aux athlètes, Atos a renforcé ses systèmes complexes grâce à de nouvelles technologies telles que l'Olympic Video Player. L'Olympic Video Player fournit aux spectateurs les résultats en temps réel, statistiques, biographies et conversations sur les médias sociaux, le tout sur un écran unique. Il affichera des contenus inédits pour les fans en un seul clic. Tant qu'ils se trouvent sur un territoire où les détenteurs des droits ont choisi le système de plate-forme vidéo en ligne, les fans auront le pouvoir de choisir quoi regarder, comment et quand le faire, d'où qu'ils soient et avec l'appareil de leur choix.

C FINANCE

C.1 Revue opérationnelle

C.1.1 Synthèse

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2016 a atteint 5 697 millions d'euros, soit une hausse de +15,3% par rapport au chiffre d'affaires publié au premier semestre 2015 (+17,9% à taux de change constant) et de +1,7% en termes de croissance organique. Le Groupe a enregistré une croissance organique de +1,8% au deuxième trimestre 2016. Cette hausse s'inscrit dans le prolongement de la tendance positive observée au premier trimestre (+1,6% en croissance organique). Au-delà de la croissance organique observée depuis le premier semestre 2015, les acquisitions de Xerox ITO en juillet 2015 et d'Unify en février 2016 ont été les principales sources de croissance par rapport à la même période de l'exercice précédent. Concernant Unify, il convient de préciser que seule l'activité Services de Communication et de Collaboration d'Unify (Unify CCS) a été transférée vers l'Infogérance et est prise en compte dans les chiffres présentés ci-après. L'activité Logiciels et Plateformes d'Unify (Unify S&P) est considérée comme une activité destinée à être cédée n'est donc pas prise en compte dans les chiffres consolidés présentés dans la revue opérationnelle. Les taux de change ont impacté négativement le chiffre d'affaires à hauteur de 114 millions d'euros. Cet effet est principalement dû à la dépréciation par rapport à l'euro de la livre sterling (-6% en variation annuelle face à l'euro), du peso argentin (-39%), du real brésilien (-20%), de la lire turque (-13%) et du franc suisse (-4%).

La marge opérationnelle est ressortie à 444,4 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une hausse de +28,6% en variation annuelle. Cette progression est principalement due aux gains de productivité résultant de programmes d'industrialisation, à l'impact des dernières acquisitions et des synergies de coûts y afférentes (notamment en ce qui concerne Bull, Xerox ITO et Unify CCS) et dans une moindre mesure au changement de classification comptable des charges relatives aux paiements en actions. En effet, pour s'ajuster sur les pratiques des principaux concurrents de la place, ces charges jusqu'alors comptabilisées sous la ligne « marge opérationnelle », sont désormais comptabilisées en « autres produits et charges opérationnels ». La rentabilité s'est établie à 7,8% du chiffre d'affaires, soit une hausse de +60 points de base à périmètre et taux de change constants par rapport aux 7,2% enregistrés l'an dernier pour la même période. La progression a atteint +130 points de base si l'on exclut le produit non récurrent de 38 millions d'euros enregistré au premier semestre 2015 au titre de l'optimisation des plans de retraite.

Le chiffre d'affaires provenant des activités d'**Infogérance** a progressé de +29,5% en variation annuelle, à 3 221 millions d'euros, ce qui représente 57% du chiffre d'affaires du Groupe. A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a progressé de +0,6% sur la période. Cette hausse est légèrement supérieure à celle observée l'an dernier (la croissance organique est ressortie à +0,4% en 2015) et au premier trimestre 2016 (+0,4%). La Ligne de Service a continué de mener avec succès la transition vers des infrastructures de Cloud hybrides chez ses clients, se traduisant par une croissance organique positive grâce à des volumes en hausse et des gains de part de marchés compensant ainsi une baisse unitaire des prix. La croissance s'est principalement matérialisée en Amérique du Nord, portée par l'intégration de Xerox ITO et par une hausse des volumes de ventes auprès de plusieurs grands comptes du secteur Public & Santé d'une part et du secteur des Télécommunications, Médias et Services aux Collectivités d'autre part. Les activités allemandes ont retrouvé le chemin de la croissance, profitant d'un rebond des volumes de vente réalisés dans le secteur public, dans les Services Financiers et auprès de Siemens. Concernant les « Autres entités opérationnelles », la région Asie-Pacifique a enregistré une forte croissance, due principalement à une hausse des volumes dans le secteur des services financiers, tandis que l'Inde, le Moyen-Orient et l'Afrique ont progressé en raison de l'arrivée de nouveaux clients dans le secteur des télécommunications. Le chiffre d'affaires s'est stabilisé en France, grâce à la signature de plusieurs contrats au cours des derniers trimestres. La situation est restée plus délicate au Benelux et dans les Pays Nordiques, notamment en raison de contrats de Services Financiers qui sont arrivés à échéance. Le Royaume-Uni a vu son chiffre d'affaires impacté par un effet de base défavorable l'an dernier.

La marge opérationnelle de l'activité d'Infogérance s'est établie à 281,0 millions d'euros au premier semestre 2016, représentant 8,7% du chiffre d'affaires. Cette progression de +150 points de base par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants, est due à d'importantes économies opérationnelles dans tous les pays où le Groupe est présent. Elle est notamment due à la migration vers le Cloud de plusieurs infrastructures de clients qui ont permis de réduire de manière substantielle les coûts unitaires. L'amélioration de la marge opérationnelle d'Unify CCS résultant du vaste plan de restructuration mis en œuvre chez Unify a également contribué au rebond du résultat d'exploitation de la Ligne de Service. Celle-ci est intervenue malgré la contraction du chiffre d'affaires des activités britanniques mentionnées ci-dessus. La marge opérationnelle a progressé de +180 points de base si l'on exclut le produit non récurrent lié au plan de retraite enregistrée au premier semestre 2015.

Représentant 28% du chiffre d'affaires du Groupe, le chiffre d'affaires de l'activité **Conseil & Intégration de Systèmes** est ressorti à 1 584 million d'euros au premier semestre 2016, soit un retour à une croissance

organique positive de +0,5%, dans le sillage de la tendance observée au premier trimestre (+0,4%). La nouvelle équipe de direction a permis au Groupe de retrouver le chemin de la croissance organique. Les améliorations les plus notables sont intervenues en France et en Allemagne portés par une forte activité sur la plupart des marchés. En Europe Centrale & de l'Est, et dans une moindre mesure, en Amérique du Nord, le report de plusieurs contrats au second semestre a pesé sur la croissance organique du premier semestre.

La marge opérationnelle est ressortie à 77,8 millions d'euros, soit 4,9% du chiffre d'affaires. Cela représente une hausse de 20 points de base par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants, ou une hausse de +70 points de base si l'on exclut la charge exceptionnelle liée au plan de retraite enregistrée au premier semestre 2015. Cette hausse est due en grande partie aux mesures d'optimisation des effectifs dans la plupart des entités opérationnelles, en particulier en France, au Royaume-Uni et en Allemagne, ainsi qu'aux synergies de coûts réalisées suite à l'intégration de Bull en France. L'activité Conseil et Intégration de Systèmes a enregistré une hausse à la fois de son chiffre d'affaires et de sa marge opérationnelle. Parallèlement, des investissements ont été faits en matière d'innovation et la gamme de produits a été élargie pour accélérer le redressement de la marge opérationnelle vers le niveau des résultats d'exploitation des principaux concurrents.

Le chiffre d'affaires de l'activité **Big Data & Cybersécurité**, qui représente 5% du chiffre d'affaires du Groupe, s'est établi à 302 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse organique de +12,8%. Cette progression s'inscrit dans le prolongement de la hausse de +12,2% enregistrée au premier trimestre. La croissance, qui est intervenue dans la plupart des pays, s'est révélée particulièrement forte en Allemagne, au Royaume-Uni, au Benelux & dans les Pays Nordiques, ainsi qu'en Europe Centrale et Europe de l'Est. Ce rebond traduit l'internationalisation croissante de cette activité provenant de Bull via le lancement de solutions innovantes très demandées dans les secteurs du Big Data et de la Cybersécurité.

La marge opérationnelle a été de 42,4 millions d'euros, soit 14,0% du chiffre d'affaires. Cette hausse de +10 points de base par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants, est principalement due à une forte progression du chiffre d'affaires, ainsi qu'à une optimisation continue des coûts, parmi lesquels figurent les synergies liées à l'intégration de Bull permettant de maintenir une marge élevée.

Le chiffre d'affaires contributif de **Worldline** est ressorti à 589 millions d'euros, en hausse de +5,9% à périmètre et taux de change constants. Le chiffre d'affaires de Worldline en tant que société cotée a atteint 615 millions d'euros, en hausse de +6,0% à taux de change et périmètre constants. Les trois lignes d'activités globales ont contribué à la croissance organique sur la période :

- L'activité Services Commerçants & Terminaux a enregistré une croissance à deux chiffres, notamment grâce à une hausse des volumes de transactions et à une optimisation du mix de prix dans l'Acquisition Commerçants, conjuguées à de fortes ventes de Terminaux de Paiement sur les marchés locaux et internationaux.
- L'activité Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement a progressé grâce à la croissance régulière des volumes de transactions sur le segment de l'Acquisition Commerçants, notamment en France et en Inde, grâce à une progression du chiffre d'affaires provenant des Services d'authentification et de lutte contre la fraude au sein de l'activité Traitement des Transactions et enfin grâce au niveau de licences vendues en Europe et en Asie ;
- La croissance des Services de Mobilité et Services Web Transactionnels a été portée par les activités de Transactions en ligne et de Mobilité, lesquelles ont enregistré un taux de croissance à deux chiffres grâce à la signature de nouveaux contrats et la montée en charge de projets, en France principalement. Les activités de Billetterie électronique ont également soutenu la croissance, grâce à une hausse des productions de projets auprès d'entreprises ferroviaires britanniques et grâce à une augmentation des volumes de vente en Argentine. Les activités de Services Numériques pour les Gouvernements ont également enregistré une forte croissance. Globalement, la ligne d'activité a largement compensé l'effet de base défavorable résultant de l'arrivée à échéance du contrat VOSA au Royaume-Uni au troisième trimestre 2015.

La marge opérationnelle est ressortie à 91,6 millions d'euros, soit 15,6% du chiffre d'affaires. Il s'agit d'une hausse de +170 points de base par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants. Cette progression tient à la bonne performance des Services Commerçants & Terminaux, à une augmentation des volumes de transactions conjuguée à un meilleur mix de prix, ainsi qu'à un redressement des marges au Royaume-Uni. La marge opérationnelle de l'activité Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement est restée stable, tandis que les Services Mobilité & Services Web Transactionnels ont presque réussi à compenser l'expiration du contrat VOSA. L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) de Worldline en tant que société cotée a progressé de +80 points de base pour s'établir à 117,2 millions d'euros, soit 19,1% du chiffre d'affaires. La forte progression de la marge opérationnelle rapportée à l'EBO résulte d'une meilleure efficacité en matière de livraison de projets, laquelle a permis de diminuer les provisions constituées sur contrats.

Les principaux contributeurs à la croissance du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2016 sont l'Allemagne, l'Amérique du Nord, Worldline, la France et les « Autres entités opérationnelles ». En sus des contributeurs mentionnés ci-dessus :

- L'Allemagne a confirmé son redressement et vu son chiffre d'affaires progresser dans toutes les Lignes de Services, comme en atteste la croissance organique de +4,9% (contre une contraction de -1,4% au deuxième semestre 2015). Cette croissance tient notamment aux mesures fortes adoptées au niveau de l'Intégration de Systèmes par la nouvelle direction ;
- L'Amérique du Nord a enregistré une croissance de +4,4%, contre une hausse de +0,1% au deuxième trimestre 2015. Cette progression a été soutenue par le plein effet de l'intégration de Xerox ITO et de l'augmentation des ventes, principalement dans l'Infogérance ;
- Forte d'un taux de croissance organique de +3,4%, contre +1,1% au deuxième semestre 2015, la France a fortement progressé dans l'Intégration de Systèmes et dans le Big Data & Cybersécurité.
- Worldline a contribué à hauteur de +5,9% à la croissance organique du Groupe sur la période ;
- Les « Autres entités opérationnelles » ont également soutenu la croissance du chiffre d'affaires du Groupe, grâce à de bonnes performances dans les régions Asie-Pacifique, Amérique du Sud et IMEA.

Au premier semestre 2016, le Groupe a poursuivi la mise en œuvre du Programme « Tier One » via l'industrialisation des centres de production dans les pays offshores, et une optimisation continue des frais administratifs. Par ailleurs, le Groupe a profité du plein effet des synergies de coûts réalisées suite à l'intégration de Bull et de Xerox ITO, ainsi que de l'effet du plan de restructuration d'Unify. L'amélioration de la marge est particulièrement visible sur chaque entité globale d'activité, notamment en Allemagne (qui a également profité d'un effet de base favorable en raison de l'extinction d'un engagement d'Unify l'an dernier), en Amérique du Nord et en France. Le Royaume-Uni a réussi à stabiliser globalement sa marge opérationnelle, malgré la contraction du chiffre d'affaires mentionnée ci-dessus. Parallèlement, le Benelux et les Pays Nordiques ont vu leur marge chuter en raison d'une contraction de l'activité dans l'Infogérance, notamment dans les Services Financiers. Il convient de noter que le Groupe n'a pas bénéficié de l'impact du programme d'optimisation des plans de retraite au premier semestre 2016, alors que ledit programme avait permis d'améliorer la marge opérationnelle en Allemagne et sur les Coûts des structures globales l'an dernier de 38 millions d'euros.

Au premier semestre 2016, le Groupe a enregistré pour **6 309 millions d'euros de prises de commande**, soit une hausse de **+24,0% par rapport à la même période en 2015** et un **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires** de **111%**.

Avec un ratio de prise de commandes sur chiffre d'affaires de 120%, l'activité commerciale a été particulièrement forte au deuxième trimestre, portée par des projets de migration Cloud tel que dans le contrat signé avec Texas DIR pour des services de Cloud hybride, et par des projets de transformation digitale comme à titre d'exemple la signature d'un contrat avec une grande chaîne américaine de restauration rapide nouvellement cliente, pour la fourniture de solutions de commerce numérique avec le développement d'une application mobile. Le Groupe a également renouvelé de grands contrats comme PIP avec DWP (Department for Work & Pensions) au Royaume-Uni. Le dynamisme commercial a également résulté de la stratégie de vente croisée du Groupe. Ainsi un contrat significatif a pu être signé dans le Big Data incluant la vente d'un supercalculateur à un constructeur d'automobiles français, témoignant des perspectives prometteuses du Big Data dans le secteur privé, et Unify a connu un de ses premiers succès commerciaux significatifs depuis son acquisition avec l'externalisation de la gestion des réseaux de communication de Solvay.

Le dynamisme commercial s'est traduit par un bon ratio de prise de commandes sur chiffre d'affaires dans chacune des Lignes de Services au premier semestre 2016. Il s'est élevé à 110% en Infogérance grâce à de grands contrats signés en Benelux & Pays Nordiques ainsi qu'en Amérique du Nord et en Allemagne. En Conseil & Intégration de Systèmes la prise de commandes a représenté 106% du chiffre d'affaires grâce à plusieurs contrats gagnés au Royaume-Uni en particulier, mais aussi en Benelux & Pays Nordiques et en France. La prise de commandes a également été élevée en Big Data & Cybersécurité et pour Worldline avec 127% et 116% respectivement.

Dans le sillage de la forte activité commerciale, la valeur **totale du carnet de commandes** à la fin du mois de Juin 2016 s'élevait à **19,5 milliards d'euros**, soit 1,7 ans de chiffre d'affaires, contre 19,1 milliards d'euros fin 2015. Le **montant total pondéré des propositions commerciales**, ressortait à **6,4 milliards d'euros**, contre 6,2 milliards d'euros fin 2015, pour représenter 6,7 mois de chiffre d'affaires.

L'**effectif total** du Groupe était de **96 352** fin juin 2016. La hausse de +5,5% par rapport à 91 322 à fin décembre 2015 provient principalement de l'intégration de 5 200 salariés d'Unify qui ont rejoint le Groupe le 1er février 2016.

Le taux de départs volontaires a été de 12,2% au niveau Groupe, dont 18,4% dans les pays offshore, en excluant les activités destinées à être cédées d'Unify Logiciels & Plateformes.

Les effectifs directs s'élevaient à 88 926 fin juin 2016, représentant 92,3% des effectifs total du Groupe, par rapport à 93,7% à fin 2015. Hors effet de périmètre lié à l'intégration d'Unify, les effectifs indirects ont baissé de -5,1% sur le semestre, en ligne avec l'optimisation continue des fonctions supports.

Les effectifs dans les pays offshore ont atteint 26 126 salariés à fin juin 2016. La majorité de ces effectifs se trouve en Inde, le reste étant principalement localisé en Europe de l'Est. Les effectifs offshore en Intégration de Systèmes ont représenté 44% de l'effectif direct.

C.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2016 a atteint 5 697 millions d'euros, en hausse de +15,3% par rapport au chiffre d'affaires publié au premier semestre 2015 (+17,9% à taux de change constants) et de +1,7% en termes de croissance organique. La marge opérationnelle s'est élevée à 444,4 millions d'euros au premier semestre 2016, (7,8% du chiffre d'affaires), +28,6% par rapport au premier semestre 2015 publié et +10,7% par rapport à 401,5 millions d'euros (7,2% du chiffre d'affaires) au premier semestre 2015 à taux de change et périmètre constants (+60 points de base).

| <i>En millions d'euros</i> | S1 2016 | S1 2015 | variation % |
|---|----------------|----------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires statutaire | 5 697 | 4 941 | +15,3% |
| Effet de change | | -114 | |
| Chiffre d'affaires à taux de change constant | 5 697 | 4 828 | +18,0% |
| Effet des changements de périmètre | | 776 | |
| Chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constants | 5 697 | 5 603 | +1,7% |
| Marge opérationnelle statutaire | 444,4 | 345,6 | +28,6% |
| Reclassification de l'amortissement des plan de rémunération en actions | | 15,5 | |
| Effet de change | | -11,2 | |
| Effet des changements de périmètre | | 51,7 | |
| Marge opérationnelle à taux de change et périmètre constants | 444,4 | 401,5 | +10,7% |
| <i>en % du chiffre d'affaires</i> | <i>7,8%</i> | <i>7,2%</i> | |

Le tableau ci-dessous présente les effets sur la base de chiffre d'affaires du premier semestre 2015 des acquisitions et des cessions, des transferts internes reflétant la nouvelle organisation du Groupe et les variations de taux de changes.

| <i>En millions d'euros</i> | S1 2015 publié | Effets des changements de périmètre | Transferts internes | Effets de change* | S1 2015 à périmètre et taux de change constants |
|-----------------------------------|-----------------------|--|----------------------------|--------------------------|--|
| Amérique du Nord | 340 | 606 | 4 | -2 | 948 |
| Allemagne | 759 | 127 | 0 | 0 | 886 |
| Royaume-Uni & Irlande | 995 | 25 | 0 | -58 | 962 |
| France | 825 | -6 | 0 | 0 | 819 |
| Benelux & Pays Nordiques | 515 | 5 | 0 | 0 | 521 |
| Autres Entités Opérationnelles | 936 | 17 | -4 | -39 | 911 |
| Worldline | 571 | 0 | 0 | -15 | 556 |
| TOTAL GROUPE | 4 941 | 776 | 0 | -114 | 5 603 |
| Infogérance | 2 488 | 779 | -1 | -63 | 3 203 |
| Conseil & Intégration de Systèmes | 1 612 | -2 | 1 | -34 | 1 576 |
| Big Data & Cybersécurité | 270 | -1 | 0 | -2 | 268 |
| Worldline | 571 | 0 | 0 | -15 | 556 |
| TOTAL GROUPE | 4 941 | 776 | 0 | -114 | 5 603 |

* Au taux de change moyen de juin 2016

Les effets de périmètre sur le chiffre d'affaires ont totalisé 776 millions d'euros, principalement liés à la contribution positive de Xerox ITO (6 mois pour +596 millions d'euros) et d'Unify (5 mois pour +244 millions d'euros, dont +89 million d'euros de chiffre d'affaires généré avec les activités destinées à être cédées Unify Logiciels & Plateformes). Les autres effets sont principalement liés (i) à la résiliation anticipée du contrat DWP WCA par Atos, (ii) à la cession des activités de services sur-sites en France à Proservia, (iii) la cession de l'activité Occupational Health en janvier 2016 (6 mois), et (iv) au chiffre d'affaires externe qui était réalisé avec Unify préalablement à l'acquisition par Atos et qui est désormais comptabilisé comme du chiffre d'affaires interne (5 mois).

Il a été décidé de comptabiliser ce flux en tant que chiffre d'affaires externe par souci de consistance avec la marge opérationnelle associée (plus particulièrement pour le taux de marge opérationnelle publié).

La variation des taux de change a eu un effet négatif sur le chiffre d'affaires de l'ordre de -114 millions d'euros, principalement lié de la livre anglaise (-6% au premier semestre 2016 par rapport à l'euro), du peso Argentin (-39%), du real brésilien (-20%), de la livre turc (-13%) et du franc Suisse (-4%).

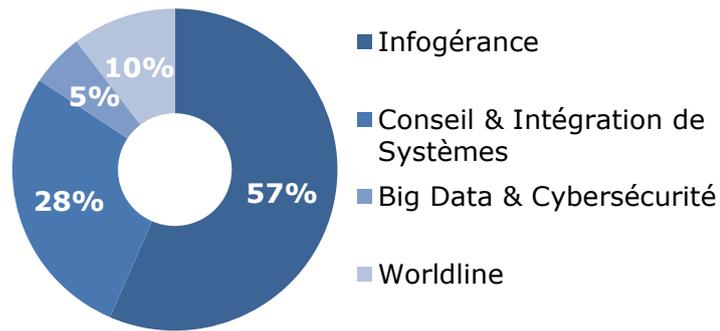
Les mêmes effets ainsi que la reclassification de l'amortissement des plans de rémunération en actions sont reflétés dans la marge opérationnelle à périmètre et taux de changes constants. Sur la marge opérationnelle, les effets de périmètre nets se sont élevés à 51,7 millions d'euros et l'effet des taux de changes a été de 11,2 millions d'euros. Ces effets s'établissaient comme suit :

| | S1 2015 publié | Effets des changements de périmètre | Transferts internes | Effets de change* | Plan de rémunération en actions | S1 2015 à périmètre et taux de change constants |
|----------------------------------|-------------------|---|------------------------|----------------------|---------------------------------------|---|
| <i>En millions d'euros</i> | | | | | | |
| Amérique du Nord | 26,4 | 45,2 | 1,6 | -0,4 | | 72,7 |
| Allemagne | 41,1 | 2,2 | 0,0 | 0,0 | | 43,3 |
| Royaume-Uni & Irlande | 102,9 | 1,9 | 0,0 | -5,9 | | 98,9 |
| France | 30,1 | 0,9 | 0,0 | 0,0 | | 31,0 |
| Benelux & Pays Nordiques | 47,6 | 0,4 | 0,0 | 0,0 | | 48,0 |
| Autres Entités Opérationnelles | 59,9 | 1,1 | -1,6 | -2,9 | | 56,5 |
| Structures globales | -40,4 | | | 0,4 | 14,2 | -25,8 |
| Worldline | 78,1 | 0,0 | 0,0 | -2,4 | 1,3 | 76,9 |
| TOTAL GROUPE | 345,6 | 51,7 | 0,0 | -11,2 | 15,5 | 401,5 |
| Managed Services | 185,7 | 51,0 | -0,8 | -5,4 | | 230,4 |
| Consulting & Systems Integration | 76,6 | 0,7 | 0,8 | -3,3 | | 74,8 |
| Big Data & Cybersecurity | 37,5 | 0,0 | 0,0 | -0,3 | | 37,1 |
| Coûts centraux | -32,3 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 14,2 | -17,8 |
| Worldline | 78,1 | 0,0 | 0,0 | -2,4 | 1,3 | 76,9 |
| TOTAL GROUPE | 345,6 | 51,7 | 0,0 | -11,2 | 15,5 | 401,5 |

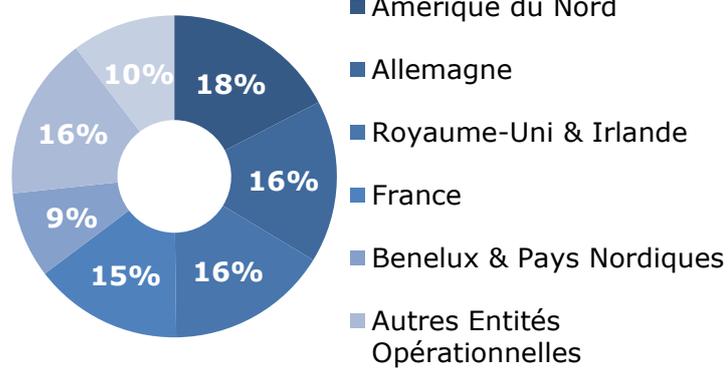
* Au taux de change moyen de juin 2016

C.1.3 Profil de chiffre d'affaires

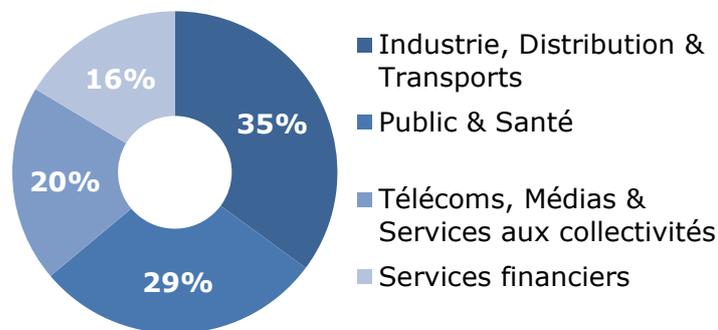
C.1.3.1 Par Ligne de Service



C.1.3.2 Par Entité Opérationnelle



C.1.3.3 Par Marché



C.1.4 Performance par Ligne de Services

| En millions d'euros | Chiffre d'affaires | | | Marge opérationnelle | | Marge opérationnelle % | |
|-----------------------------------|--------------------|--------------|--------------|----------------------|--------------|------------------------|-------------|
| | S1 2016 | S1 2015* | % organique | S1 2016 | S1 2015* | S1 2016 | S1 2015* |
| Infogérance | 3 221 | 3 203 | +0,6% | 281,0 | 230,4 | 8,7% | 7,2% |
| Conseil & Intégration de Systèmes | 1 584 | 1 576 | +0,5% | 77,8 | 74,8 | 4,9% | 4,7% |
| Big Data & Cybersécurité | 302 | 268 | +12,8% | 42,4 | 37,1 | 14,0% | 13,9% |
| Coûts centraux** | | | | -48,4 | -17,8 | -0,9% | -0,4% |
| Worldline | 589 | 556 | +5,9% | 91,6 | 76,9 | 15,6% | 13,8% |
| TOTAL GROUPE | 5 697 | 5 603 | +1,7% | 444,4 | 401,5 | 7,8% | 7,2% |

* A périmètre et taux de change constants

** Les coûts centraux excluent le coût des directions des Lignes de Services qui sont alloués aux Entités Opérationnelles du Groupe

C.1.4.1 Infogérance

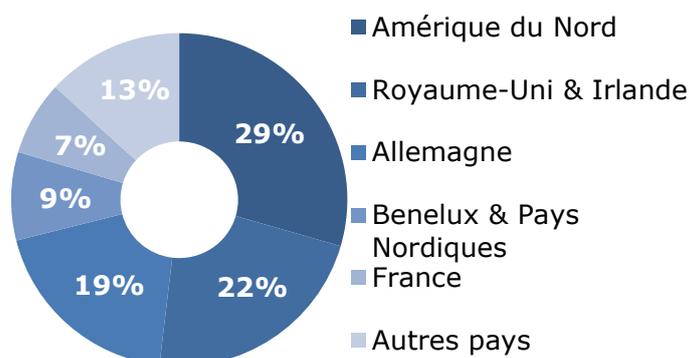
| En millions d'euros | T2 2016 | T2 2015* | % organique |
|------------------------------|---------|----------|-------------|
| Chiffre d'affaires | 3 221 | 3 203 | +0,6% |
| Marge opérationnelle | 281,0 | 230,4 | |
| Taux de marge opérationnelle | 8,7% | 7,2% | |

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires de l'activité Infogérance est ressorti à 3 221 millions d'euros, en hausse de +0.6% à périmètre et taux de change constants, porté par une forte croissance dans les Services Cloud et les Services de Transformation Technologique. En outre, la Ligne de Services a remporté plusieurs grands contrats dans les secteurs du cloud et de l'automatisation des centres d'assistance qui ont soutenu la croissance dans plusieurs régions ou pays, dont l'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique et l'Allemagne. La stratégie de la Ligne de Services consiste à proposer de manière proactive aux clients se trouvant dans des régions majeures de transformer leur environnement technologique en leur permettant d'automatiser et de migrer vers des infrastructures Cloud.

Tous les marchés ou presque ont enregistré une croissance organique de leurs chiffres d'affaires. Le secteur Public & Santé a enregistré la plus forte croissance dans la quasi-totalité des régions, mais plus particulièrement en Amérique du Nord. La hausse est principalement due à une augmentation des ventes auprès de Texas DIR, à la renégociation des volumes et des taux avec un comté de Californie, ainsi qu'à la signature d'un nouveau contrat avec un comté l'Etat du Texas. En Allemagne, la croissance résulte d'une hausse des volumes et des ventes auprès du Ministère de la Justice, ainsi qu'à une augmentation de l'activité d'Unify Communication & Collaboration Services (CCS) auprès de plusieurs collectivités locales. Le chiffre d'affaires a progressé dans le secteur public au Royaume-Uni, principalement en raison d'une nouvelle structure tarifaire relative au contrat DWP PIP, ainsi qu'à une augmentation des volumes. En France, le chiffre d'affaires a été soutenu par la signature de nouveaux contrats avec DCNS (constructeur naval) et par la montée en charge de contrats conclus avec un grand avionneur et avec les chemins de fer français. Le chiffre d'affaires de la zone Europe Centrale & de l'Est a été stimulé par la signature de nouveaux contrats avec plusieurs clients, notamment en Suisse. Le secteur Industrie, Distribution & Transports a profité de la vente de licences à Siemens en Allemagne et de la signature d'un nouveau contrat avec une grande société de biotechnologies en Amérique du Nord. Le secteur Télécoms, Médias & Services aux collectivités a profité d'une activité soutenue, principalement chez Disney en Amérique du Nord, ainsi qu'au niveau des « Autres entités opérationnelles ». Cela a largement compensé la contraction du chiffre d'affaires des Services Financiers, provoquée par l'effet de base sur les volumes avec NS&I au Royaume-Uni et chez McGraw-Hill Financial en Amérique du Nord en 2015, et par la décélération d'un contrat important conclu auprès d'une grande banque au Benelux.

Répartition du chiffre d'affaires d'Infogérance par zone géographique



La marge opérationnelle de l'activité d'Infogérance s'est établie à 281,0 millions d'euros au premier semestre 2016, représentant 8,7% du chiffre d'affaires. Cette progression de +150 points de base par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants, a pu être réalisée grâce à d'importantes économies opérationnelles dans tous les pays dans lesquels le Groupe est présent. Elle est notamment due à la migration vers le Cloud de plusieurs infrastructures de clients qui ont permis de réduire de manière substantielle les coûts unitaires. L'amélioration de la marge opérationnelle de l'activité Unify CCS résultant du vaste plan de restructuration mis en œuvre chez Unify a également concouru au redressement de la marge opérationnelle de la Lignes de Services. En Amérique du Nord, en Allemagne, en France, Europe Centrale et de l'Est et dans la région Asie-Pacifique, la rentabilité a progressé dans le sillage de la hausse des chiffres d'affaires ou a été améliorée grâce à un contrôle rigoureux des coûts, notamment grâce aux mesures adoptées dans le cadre du Programme Tier One. Ces réductions de coûts sont dues aux synergies réalisées dans le cadre de l'intégration des sociétés acquises, aux mesures de gestion des effectifs, aux programmes offshore et aux économies sur les achats. La marge opérationnelle de la Ligne de Services a fortement augmenté, et ce malgré la baisse du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation au Royaume-Uni. La marge opérationnelle a augmenté de +190 points, si l'on exclut le résultat exceptionnel lié au plan de retraite enregistrée lors de l'exercice précédent.

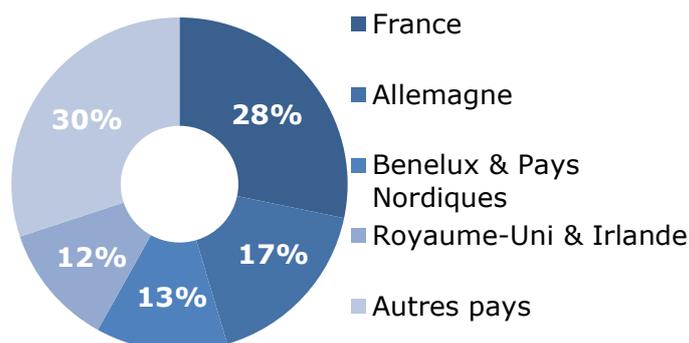
C.1.4.2 Conseil & Intégration de Systèmes

| En millions d'euros | T2 2016 | T2 2015* | % organique |
|------------------------------|---------|----------|-------------|
| Chiffre d'affaires | 1 584 | 1 576 | +0,5% |
| Marge opérationnelle | 77,8 | 74,8 | |
| Taux de marge opérationnelle | 4,9% | 4,7% | |

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires de l'activité Conseil & Intégration de Systèmes a atteint 1 584 millions d'euros à l'issue du premier semestre, clôturant la période en hausse de +0,5% à périmètre et taux de change constants. Les Services Financiers ont été le principal contributeur à la croissance du chiffre d'affaires, notamment en France, grâce à une hausse des volumes d'activité auprès de grandes banques françaises. Cela a été également le cas au Royaume-Uni, avec la livraison et l'installation d'équipements chez certains clients comme Close Brothers. L'activité Télécoms, Médias & Services aux collectivités a également progressé, portée principalement par la signature de nouveaux projets avec une grande société de médias au Royaume-Uni. L'activité industrielle est restée légèrement en retrait, en raison d'une diminution du nombre de projets en partenariat avec Siemens au premier semestre. Dans le secteur public, la signature de nouveaux contrats avec le Ministère français de la Défense et avec le Ministère allemand de la Justice a en partie compensé la fin de la deuxième phase du projet Ashgabat, l'arrivée à échéance de plusieurs contrats en Slovaquie et en Turquie au premier semestre, ainsi que le report de plusieurs projets au deuxième semestre.

Répartition du chiffre d'affaires du Conseil & Intégration de Systèmes par zone géographique



La marge opérationnelle a été de 77,8 millions d'euros, soit 4,9% du chiffre d'affaires. La hausse de +20 points de base par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants, ou de +70 points de base, si l'on exclut le résultat exceptionnel lié au plan de retraite enregistré au premier semestre 2015, résulte principalement des mesures d'optimisation des effectifs adoptées dans la plupart des entités opérationnelles, en France, au Royaume-Uni et en Allemagne, ainsi que des synergies de coûts réalisées dans le cadre de l'intégration de Bull en France. A l'inverse, l'Europe Centrale et de l'Est a pâti d'un chiffre d'affaires inférieur aux prévisions et d'une baisse de la rentabilité sur certains projets, notamment en Turquie et en Pologne. Parallèlement, la région Inde, Moyen-Orient et Afrique a dû composer avec un contrat difficile mais qui désormais se redresse. L'activité Conseil et Intégration de Systèmes a enregistré un rebond à la fois de son chiffre d'affaires et de sa marge opérationnelle. Des investissements ont été faits en matière d'innovation et la gamme de produits a été élargie pour accélérer le redressement de la marge opérationnelle au niveau de celle des principaux concurrents.

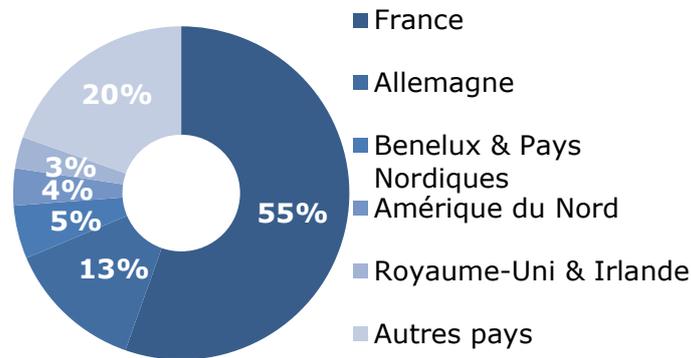
C.1.4.3 Big Data & Cybersécurité

| <i>En millions d'euros</i> | T2 2016 | T2 2015* | % organique |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires | 302 | 268 | +12,8% |
| Marge opérationnelle | 42,4 | 37,1 | |
| <i>Taux de marge opérationnelle</i> | <i>14,0%</i> | <i>13,9%</i> | |

* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de l'activité Big Data & Cybersécurité ressort à 302 millions d'euros ; soit une croissance organique de +12,8%. Les entités opérationnelles ont toutes ou presque enregistré de bonnes performances. La croissance a été principalement portée par le secteur Public & Santé en France, notamment grâce une forte progression des ventes à Météo France et au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, à une augmentation du chiffre d'affaires provenant de la vente de licences logicielles au Ministère de la Défense et aux activités de Cybersécurité pour le Ministère de l'Intérieur. Le secteur Industrie, Distribution & Transports a également soutenu la croissance, notamment grâce à la vente exceptionnelle d'une licence logicielle à un distributeur en Allemagne.

Répartition du chiffre d'affaires de Big Data & Cybersécurité par zone géographique



La marge opérationnelle a été de 42,4 millions d'euros, soit 14,0% du chiffre d'affaires. Cette hausse de +20 points de base par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants, est principalement due à une forte progression du chiffre d'affaires, ainsi qu'à une optimisation continue des coûts, parmi lesquels figurent les synergies liées à l'intégration de Bull permettant de maintenir une marge élevée.

C.1.4.4 Worldline

Une présentation détaillée des résultats semestriels 2016 de Worldline est disponible sur worldline.com, dans la section réservée aux investisseurs.

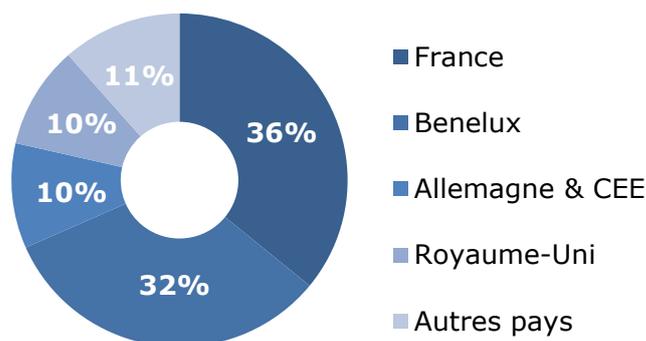
| <i>En millions d'euros</i> | T2 2016 | T2 2015* | % organique |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires | 589 | 556 | +5,9% |
| Marge opérationnelle | 91,6 | 76,9 | |
| <i>Taux de marge opérationnelle</i> | <i>15,6%</i> | <i>13,8%</i> | |

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires contributif de Worldline s'établit à 589 millions d'euros ; soit une hausse de +5,9% en termes de croissance organique. Le chiffre d'affaires de Worldline en tant que société cotée a atteint 615 millions d'euros au premier semestre 2015, en hausse de +6,0% à taux de change et périmètre constants. Toutes les lignes d'activités ont contribué à la croissance organique en 2015 :

- Le chiffre d'affaires de l'activité **Services Commerçants et Terminaux** s'est établi à 209 millions d'euros, en hausse de +10,0% à taux de change et périmètre constants. L'activité Acquisitions Commerçants a enregistré un taux de croissance à deux chiffres, portée par une hausse des volumes de transactions (+7%) en Belgique et sur les marchés internationaux, par un mix de prix plus favorable et par un élargissement de la base des terminaux de paiement installée en Inde. Le chiffre d'affaires de l'activité Terminaux de Paiement a enregistré une croissance à deux chiffres grâce une hausse des ventes à l'international et aux Pays-Bas tandis que l'Allemagne a continué sur sa bonne dynamique. L'activité Cartes Privatives et Programme de Fidélisation a progressé grâce à la hausse des volumes des kiosques numériques en libre-service au Royaume-Uni et à une augmentation de l'activité du système de cartes Fuel Genie. Le chiffre d'affaires des Services en ligne lié aux Acceptations & services de transactions électroniques a légèrement progressé. A l'inverse, le chiffre d'affaires des Services de commerce électronique s'est contracté par rapport au premier semestre 2015.
- Le chiffre d'affaires des activités **Traitement Financier & Logiciels de Paiement** s'est établi à 206 millions d'euros, en hausse de +4,1% en variation annuelle. Portées par une augmentation des volumes et par un élargissement de la base de terminaux de paiement gérée en Inde, les activités Traitements Acquéreurs ont été la principale source de croissance. Les activités Traitement d'émission ont crû dans le secteur des services d'Authentification en France, en Belgique et en Allemagne (ACS, 3D secure, Trusted Authentication) et sur le segment des wallets électroniques. Les activités « émetteurs » ont également enregistré une forte hausse des volumes, notamment dans les services de lutte contre la Fraude en Belgique et en Allemagne. Cela a permis de compenser largement l'effet des baisses de prix usuelles. Les ventes de Licences de Solutions de Paiement ont progressé grâce à une hausse des services de cartes gérées et à une augmentation du nombre de projets en Asie-Pacifique. Les ventes de Licences de Solutions de Paiement ont également progressé en Europe. Malgré une augmentation des volumes de Paiements Bancaires en Ligne, le chiffre d'affaires des Services Bancaires en Ligne est resté relativement stable en raison d'une base de comparaison 2015 défavorable.
- Le revenu des activités **Mobilité et Services Web Transactionnels** s'est établi à 175 millions d'euros, soit une hausse de +3,5% en termes de croissance organique. Cette progression a été alimentée par une hausse de plus de 10% des activités e-Consommateur & Mobilité, elle-même induite par un rebond des activités Contact et Consommateur Cloud en France et par une hausse du chiffre d'affaires avec de Teleshopping. Les ventes de solutions de Billetterie électronique ont progressé grâce à des projets de transformation numérique dans le transport ferroviaire au Royaume-Uni et au déploiement de la nouvelle solution de billetterie embarquée MTIS. Ces tendances positives ont largement compensé la fin de certains contrats. L'Amérique Latine a également enregistré une forte croissance, profitant notamment des contrats signés avec les villes de Cordoba et Tucuman. Les activités de Services Numériques pour les Gouvernements ont pâti de l'arrivée à échéance du contrat VOSA à la fin du troisième trimestre 2015. Si l'on exclut cet impact, la tendance est restée très bonne dans l'ensemble avec une forte croissance en France, portée par plusieurs projets dans le secteur public ainsi qu'au Luxembourg. L'Argentine (Farmalink, Salta) et l'Autriche ont également enregistré de fortes croissances. Comme anticipé et communiqué en 2015, le contrat « Radar » avec l'agence ANTAI en France s'est terminé le 8 juin 2016.

Répartition du chiffre d'affaires de Worldline par zone géographique



La marge opérationnelle est ressortie à 91,6 millions d'euros, soit 15,6% du chiffre d'affaires, en hausse de 170 points de base par rapport à 2015 :

- La marge opérationnelle de l'activité **Services Commerçants et Terminaux** s'est établie à 33,9 millions d'euros, soit 16,3% du chiffre d'affaires, en hausse de +570 points de base à périmètre et taux de change constants. Cette progression est due à une croissance des volumes et à un effet de prix favorable pour les activités Acquisition Commerçants, ainsi qu'à un redressement des marges dans le réseau commerçants britannique et à un effet de base favorable lié à l'extinction d'un engagement avec un client l'an dernier.
- La marge opérationnelle des activités **Traitement Financier & Logiciels de Paiement** s'est établie à 44,1 millions d'euros, ou 21,5% du chiffre d'affaires, soit une baisse de 20 points de base par rapport au premier semestre 2015. La forte progression des ventes de Licences de Solutions de Paiement et de l'activité Traitement d'émission, et l'amélioration de la rentabilité de plusieurs projets ont soutenu la marge opérationnelle. Ces tendances favorables ont toutefois été neutralisées par des investissements réalisés dans la sécurité et la fiabilité des infrastructures et les baisses de prix unitaires habituellement consenties en fin d'année 2015 lors du renouvellement de contrats long terme.
- La marge opérationnelle de l'activité **Mobilité et Services Web Transactionnels** s'est établie à 23,2 millions d'euros, ou 13,3% du chiffre d'affaires, clôturant la période en baisse de -60 points de base. L'arrivée à échéance du contrat VOSA a pesé sur la rentabilité de la ligne d'activité. En effet la baisse de chiffre d'affaires qui en découle, n'a été que partiellement compensée par l'arrivée de nouveaux contrats qui sont encore en mode projet et la hausse des volumes d'activité.

L'excédent brut opérationnel (EBO) de Worldline en tant que société cotée a augmenté de +80 points de base, atteignant 117,2 millions d'euros, ou 19,1% du chiffre d'affaires. La forte progression de la marge opérationnelle rapportée à l'EBO résulte d'une meilleure efficacité en matière de livraison de projets, laquelle a permis de diminuer les provisions nécessaires pour l'achèvement des contrats.

C.1.5 Performance par entité opérationnelle

| En millions d'euros | Chiffre d'affaires | | | Marge opérationnelle | | Marge opérationnelle % | |
|--------------------------------|--------------------|--------------|--------------|----------------------|--------------|------------------------|-------------|
| | S1 2016 | S1 2015* | % organique | S1 2016 | S1 2015* | S1 2016 | S1 2015* |
| Amérique du Nord | 990 | 948 | +4,4% | 100,4 | 72,7 | 10,1% | 7,7% |
| Allemagne | 930 | 886 | +4,9% | 80,8 | 43,3 | 8,7% | 4,9% |
| Royaume-Uni & Irlande | 918 | 962 | -4,6% | 89,0 | 98,9 | 9,7% | 10,3% |
| France | 847 | 819 | +3,4% | 47,6 | 31,0 | 5,6% | 3,8% |
| Benelux & Pays Nordiques | 492 | 521 | -5,5% | 38,3 | 48,0 | 7,8% | 9,2% |
| Autres Entités Opérationnelles | 931 | 911 | +2,2% | 53,4 | 56,5 | 5,7% | 6,2% |
| Structures globales** | | | | -56,8 | -25,8 | -1,1% | -0,5% |
| Worldline | 589 | 556 | +5,9% | 91,6 | 76,9 | 15,6% | 13,8% |
| TOTAL GROUPE | 5 697 | 5 603 | +1,7% | 444,4 | 401,5 | 7,8% | 7,2% |

* A périmètre et taux de change constants

** Les structures globales comprennent le coût des directions des Lignes de Services non alloué aux Entités Opérationnelles du Groupe ainsi que les coûts centraux

Les principaux contributeurs à la croissance du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2016 sont l'Allemagne, l'Amérique du Nord, Worldline, la France et les « Autres entités opérationnelles » :

- L'Allemagne a confirmé son redressement et a vu son chiffre d'affaires progresser dans toutes les Lignes de Services, comme en atteste la croissance organique de +4,9% (contre une contraction de -1,4% au deuxième semestre 2015). Cette croissance tient notamment aux mesures fortes adoptées au niveau de l'Intégration de Systèmes par la nouvelle direction ;
- L'Amérique du Nord a enregistré une croissance de +4,4%, contre une hausse de +0,1% au deuxième trimestre 2015. Cette progression a été soutenue par le plein effet de l'intégration de Xerox ITO et de l'augmentation des ventes, principalement dans l'Infogérance ;
- Forte d'un taux de croissance organique de +3,4%, contre +1,1% au deuxième semestre 2015, la France a fortement progressé dans l'Intégration de Systèmes et dans le Big Data & Cybersécurité.
- Worldline a contribué avec +5,9% à la croissance organique du Groupe sur la période ;
- Les « Autres entités opérationnelles » ont également soutenu la croissance du chiffre d'affaires du Groupe, grâce à de bonnes performances dans les régions Asie-Pacifique, Amérique du Sud et IMEA.

En revanche:

- Le Royaume-Uni a connu une baisse organique de -4,6% principalement attribuable à un niveau des volumes traités pour NS&I exceptionnellement élevé au premier semestre 2015 ;
- Benelux & Pays Nordiques à -5,5% du fait de la baisse de contrats d'Infogérance, notamment dans les Services Financiers.

Au premier semestre 2016, le Groupe a poursuivi la mise en œuvre du Programme « Tier One » via l'industrialisation des centres de production des pays offshores, et une optimisation continue des frais administratifs. Par ailleurs, le Groupe a profité du plein effet des synergies de coûts réalisées suite à l'intégration de Bull et de Xerox ITO, ainsi que de l'effet du plan de restructuration d'Unify. L'amélioration de la marge provient plus particulièrement de grandes géographies comme l'Allemagne (qui a aussi bénéficié de l'effet de comparaison lié au règlement d'un litige chez Unify), l'Amérique du Nord et la France. Le Royaume-Uni a réussi à stabiliser globalement sa marge opérationnelle, malgré l'effet de base sur le chiffre d'affaires mentionné ci-dessus. Parallèlement, le Benelux et les Pays Nordiques ont vu leur marge chuter en raison d'une contraction de l'activité dans l'Infogérance, notamment dans les Services Financiers. Il convient de noter enfin que le Groupe n'a pas profité du programme d'optimisation des plans de retraite au premier semestre 2016, alors que ledit programme avait permis de réaliser un résultat positif de 38 millions d'euros en Allemagne et au niveau des Coûts des structures globales l'an dernier.

C.1.5.1 Amérique du Nord

| <i>En millions d'euros</i> | S1 2016 | S1 2015* | % organique |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires | 990 | 948 | +4,4% |
| Marge opérationnelle | 100,4 | 72,7 | |
| <i>Taux de marge opérationnelle</i> | <i>10,1%</i> | <i>7,7%</i> | |

* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** a atteint 990 millions d'euros, soit une hausse de +4,4% à périmètre et taux de change constants. Cette hausse est principalement due à l'excellente santé de l'activité Infogérance. La meilleure performance a été enregistrée par l'activité Télécoms, Médias & Services aux collectivités, grâce à des clients grands comptes comme Disney. L'activité Public & Santé a profité d'un rebond des volumes de vente et d'installation en partenariat avec Texas DIR, ainsi que d'une augmentation des volumes et d'une révision des conditions contractuelles avec un comté de Californie. L'activité Industrie, Distribution & Transports a profité de la signature de nouveaux contrats et de la montée en charge de nouveaux contrats comme Xerox, Israel Chemical et celui plus récemment conclu avec une grande société de biotechnologie.

L'activité Conseil & Intégration de Systèmes s'est contractée, notamment sur le segment Industrie, Distribution et Services où les arrivées à échéance de contrats l'an dernier n'ont pas été encore pleinement compensées. Par ailleurs, le programme de ventes croisées auprès de la large base de clientèle d'Infogérance sur cette région devrait continuer à porter ses fruits au-delà du premier semestre 2016.

Le chiffre d'affaires de l'activité Big Data & Cybersécurité a poursuivi sa progression, principalement grâce au secteur public.

La rentabilité a progressé pour atteindre 10,1% du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle des activités d'Infogérance a fortement augmenté, dans le prolongement de la hausse du chiffre d'affaires et de la dynamique commerciale, mais profitant aussi de la mise en œuvre du programme d'industrialisation Tier One, des synergies de coûts, d'économies sur les achats, de l'accélération du programme offshore et d'une efficacité accrue dans la gestion des projets.

C.1.5.2 Allemagne

| <i>En millions d'euros</i> | S1 2016 | S1 2015* | % organique |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires | 930 | 886 | +4,9% |
| Marge opérationnelle | 80,8 | 43,3 | |
| <i>Taux de marge opérationnelle</i> | <i>8,7%</i> | <i>4,9%</i> | |

* A périmètre et taux de change constants

Au cours du premier semestre 2016, l'Allemagne a vu son **chiffre d'affaires** progresser de +4,9% à périmètre et taux de change constants, clôturant la période à 930 millions d'euros. L'Entité Opérationnelle a ainsi confirmé la tendance favorable observée au premier trimestre 2016 dans la foulée du rebond du quatrième trimestre 2015. L'amélioration concerne toutes les Lignes de Services et la plupart des Marchés, en particulier le secteur Public & Santé.

La croissance des activités d'Infogérance provient principalement du secteur Public & Santé, lequel a profité d'une augmentation des volumes d'activité auprès du Ministère de la Justice et d'un regain des prestations de Services de Communication et de Collaboration produites par Unify auprès de plusieurs collectivités locales. Le marché Industrie, Distribution & Transports a généré une augmentation des volumes de projet et de vente avec Siemens. Les Services Financiers ont progressé, portés par une croissance des projets en partenariat avec une grande banque allemande, tandis que le marché des Télécoms a pâti d'une contraction de l'activité chez certains clients comme Nokia.

L'activité Conseil & Intégration de Systèmes est restée en croissance organique. Tous les marchés ont progressé, reflétant une dynamique des ventes positives résultant du remaniement de direction opéré à la tête de la Ligne de Service l'an dernier. Ainsi, l'entité opérationnelle Public & Santé a enregistré une croissance à deux chiffres, portée par une hausse des volumes d'activité auprès du Ministère de la Justice. Parallèlement, les Autres Marchés ont réussi à attirer de nouveaux clients et à remporter de nouveaux contrats.

L'activité Big Data & Cybersécurité a également enregistré une croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires. Cette forte progression est principalement due à la performance du secteur Industrie, Distribution et Transports, elle-même induite par des ventes de licences logiciels qui ont largement compensé l'effet de base défavorable d'une vente de supercalculateur livré l'an dernier.

La marge opérationnelle de l'Allemagne a atteint 80,8 millions d'euros, ou 8,7% du chiffre d'affaires, clôturant ainsi la période en forte hausse à périmètre et taux de change constants. La marge opérationnelle de l'activité Infogérance a progressé, profitant d'une forte croissance du chiffre d'affaires et de réductions de coûts liées aux transitions vers le Cloud, mais aussi de mesures drastiques qui se sont traduites notamment par une optimisation substantielle des effectifs, ainsi que par un accroissement d'activité des centres de production offshore. En outre, la Ligne de Services a profité de l'effet sur le semestre du plan de restructuration mis en œuvre chez Unify et de l'extinction de l'engagement d'un de ses clients intervenu l'an dernier. L'activité Conseil & Intégration de Systèmes a poursuivi son redressement grâce à l'optimisation continue dans la gestion des effectifs conjuguée à une croissance de son chiffre d'affaires, comme indiqué plus haut.

C.1.5.3 Royaume-Uni & Irlande

| <i>En millions d'euros</i> | S1 2016 | S1 2015* | % organique |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires | 918 | 962 | -4,6% |
| Marge opérationnelle | 89,0 | 98,9 | |
| <i>Taux de marge opérationnelle</i> | <i>9,7%</i> | <i>10,3%</i> | |

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires a atteint 918 millions d'euros, en baisse de +4,6% en glissement annuel, à périmètre et taux de change constants.

En ce qui concerne l'Infogérance, l'Entité Opérationnelle a fortement pâti de l'effet de comparaison défavorable avec l'an dernier, période durant laquelle ont été traités des volumes particulièrement élevés avec le client NS&I. L'activité Public & Santé a progressé, profitant de la montée en charge du nouveau contrat conclu avec la police métropolitaine et d'une augmentation des volumes et du nombre de projets réalisés avec DWP dans le cadre du contrat PIP. Cela n'a pas néanmoins pas suffi à compenser l'effet de base NS&I. De plus, le secteur Télécoms, Médias et Services aux Collectivités a pâti de la fin de certains contrats conclus en 2015 qui n'avaient pas été renouvelés au premier semestre 2016.

Le chiffre d'affaires de l'activité Conseil & Intégration de Systèmes est resté pratiquement stable. La croissance réalisée dans les secteurs financiers et des télécoms tient à la signature de nouveaux contrats avec Close Brothers et à une augmentation du volume d'affaires avec une grande entreprise de médias. Concernant la ligne d'activité Industrie, Distribution & Transports, la signature de nouveaux contrats SAP n'a pas suffi à compenser l'arrivée à échéance de plusieurs contrats conclus avec Brakes ou Xerox. Le chiffre d'affaires du secteur public a légèrement reculé du fait de l'expiration de certains contrats et de la fin du programme Skills Development Scotland. Ceci a été partiellement compensé par l'augmentation du nombre de projets réalisés en partenariat avec des comptes clés comme la Police métropolitaine ou dans le secteur de la Défense.

Le chiffre d'affaires de la ligne d'activité Big Data & Cybersécurité a fortement progressé, notamment dans les secteurs Public & Santé et Télécoms, Médias et Services aux collectivités, grâce à la vente de licences logicielles et d'un rebond de la demande en solutions de cybersécurité et des supercalculateurs.

La marge opérationnelle est ressortie à 89,0 millions d'euros, soit 9,7% du chiffre d'affaires. L'Entité Opérationnelle est parvenue à maintenir son niveau de rentabilité malgré une baisse du chiffre d'affaires de l'Infogérance. De nouvelles mesures de réduction et de synergies de coûts ont été mises en œuvre via le programme d'industrialisation Tier One, ainsi qu'une rigoureuse gestion de projet pour de grands contrats. La rentabilité de la ligne d'activité Intégration de Systèmes a progressé par une optimisation des coûts. Celle des activités de Big Data & Cybersécurité a également progressé soutenue par une forte croissance du chiffre d'affaires.

C.1.5.4 France

| <i>En millions d'euros</i> | S1 2016 | S1 2015* | % organique |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires | 847 | 819 | +3,4% |
| Marge opérationnelle | 47,6 | 31,0 | |
| <i>Taux de marge opérationnelle</i> | <i>5,6%</i> | <i>3,8%</i> | |

* A périmètre et taux de change constants

Forte d'un **chiffre d'affaires** de 847 millions d'euros, la France a enregistré un taux de croissance organique de 3,4%. Cette bonne performance est due au redressement des activités Conseil & Intégration de Systèmes, ainsi qu'à la bonne santé de la ligne d'activité Big Data & Cybersécurité.

L'activité Infogérance est restée pratiquement stable, grâce à la signature et à l'exécution de nouveaux contrats (DNCS) et à la montée en charge de contrats, tels que ceux conclus avec PwC et avec un constructeur

aéronautique de premier plan, principalement dans le secteur Industrie, Distribution et Transports. A l'inverse, la baisse des volumes de revente et la diminution du nombre de projets ont pesé sur le secteur Télécoms, Médias et Services aux Collectivités et des Services Financiers.

L'activité Conseil & Intégration de Systèmes a enregistré une forte hausse de son chiffre d'affaires, et s'est hissée en territoire positif dans la quasi-totalité de ses marchés. Le secteur Public & Santé a notamment bénéficié de la montée en charge de nouveaux contrats, en particulier avec le Ministère de la Défense et avec plusieurs collectivités territoriales. Les secteurs Financiers, et Industrie, Distribution & Transports ont profité de la hausse des volumes de projets et de la signature de nouveaux contrats avec de grandes entreprises comme Crédit Agricole, Sanofi et Accor. Dans le secteur Télécoms, Médias et Services aux Collectivités, la montée en charge des projets avec la FDJ et SFR a partiellement compensé la fin d'autres contrats.

L'activité Big Data & Cybersécurité a poursuivi son développement en particulier dans le secteur Public & Santé, notamment grâce à une hausse de la demande de clients tels que le Ministère de la Défense, Météo France, le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives et le Ministère de l'Intérieur.

La marge opérationnelle a atteint 47,6 millions d'euros, soit 5,6% du chiffre d'affaires, clôturant la période en hausse de +180 points de base. La rentabilité a progressé dans toutes les Lignes de Services. La meilleure performance est à mettre à l'actif de l'Infogérance, dans un contexte marqué par la stabilité du chiffre d'affaires, grâce aux mesures de réduction des coûts. La marge opérationnelle de l'activité Conseil & Intégration de Systèmes a fortement augmenté, dans le sillage de celle du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle a également été soutenue par une optimisation du taux d'utilisation des ressources affectées à l'activité Services Technologiques, dans le cadre d'un programme de gestion efficace des effectifs lancé l'an dernier. Le programme de synergies de coûts engagé en 2015 suite à l'intégration de Bull a également continué d'impacter positivement la marge opérationnelle. Enfin, Big Data et Cybersécurité a également progressé, porté par l'augmentation de marge brute découlant d'un chiffre d'affaires plus élevé.

C.1.5.5 Benelux & Pays Nordiques

| <i>En millions d'euros</i> | S1 2016 | S1 2015* | % organique |
|------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| Revenue | 492 | 521 | -5,5% |
| Operating margin | 38,3 | 48,0 | |
| <i>Operating margin rate</i> | 7,8% | 9,2% | |

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires, en baisse organique de -5,5%, s'est replié à 492 millions d'euros, dans le prolongement de la tendance négative observée l'an dernier (-6,1% au premier semestre 2015).

L'activité Infogérance a été affectée par la tendance baissière des Services Financiers impactés par l'arrivée à échéance du contrat ING et de volumes de vente réduits avec Rabobank. Alors que l'activité Industrie, Distribution & Transports a profité de la montée en charge du nouveau contrat avec Philips, les activités Public & Santé et Télécoms, Médias & Services aux collectivités se sont contractées avec la fin plusieurs contrats conclus avec des institutions publiques néerlandaises, de la baisse du contrat avec Post Nord au Danemark et avec des opérateurs télécoms.

Le chiffre d'affaires de Conseil et Intégration de Systèmes a été impacté par un ralentissement dans le secteur Télécoms, Médias et Services aux Pays-Bas. Parallèlement, le compte Siemens a enregistré une baisse des volumes au Danemark. À l'inverse, les activités Services Financiers et Public & Santé ont affiché respectivement des volumes de ventes plus élevés au Danemark et une augmentation des prestations de services auprès de l'Union européenne, en Belgique.

Big Data & Cybersécurité a continué à enregistrer une forte croissance sur un projet lancé au moment de l'acquisition de Bull, portée par les ventes de licences logicielles, un renforcement de la demande en cybersécurité et de supercalculateurs dans le secteur public tant en en Belgique qu'au Danemark.

La marge opérationnelle a atteint 38,3 millions d'euros, soit 7,8% du chiffre d'affaires. L'érosion de la marge a ainsi été contrôlée malgré des conditions de marché défavorables et la réduction du chiffre d'affaires. Ceci a été rendu possible par une gestion efficiente des effectifs et une réduction de la base de coûts, en particulier en Conseil et Intégration de Systèmes L'augmentation de la marge opérationnelle de Big Data & Cybersécurité est une conséquence directe du développement de l'activité.

C.1.5.6 Autres entités opérationnelles

| <i>En millions d'euros</i> | S1 2016 | S1 2015* | % organique |
|------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| Revenue | 931 | 911 | +2,2% |
| Operating margin | 53,4 | 56,5 | |
| <i>Operating margin rate</i> | <i>5,7%</i> | <i>6,2%</i> | |

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires des « Autres Entités Opérationnelles » a atteint 931 millions d'euros, en hausse organique de +2,2%. Cette croissance a été soutenue par une forte progression en Infogérance, notamment dans les Services Financiers, grâce à une hausse des volumes auprès d'une grande banque de Hong-Kong, et du chiffre d'affaires de l'activité Télécoms, Médias et Services, enfin par la signature de nouveaux contrats en Afrique du Sud et en Inde. Cela a permis de compenser des volumes en légère baisse et des réductions de prix consenties à Siemens et un effet de comparaison compte tenu de vente d'équipements enregistrées l'an passé dans le secteur Industrie, Distribution et Transports.

Le chiffre d'affaires de Big Data & Cybersécurité a connu une croissance organique à deux chiffres, dans le sillage de la tendance observée au premier trimestre, principalement porté par la signature de deux nouveaux contrats en Suisse.

Cela a entièrement compensé l'effet de comparaison compte tenu des projets livrés l'an passé, notamment la phase II du projet Ashabat.

La marge opérationnelle a atteint 53,4 millions d'euros, soit 5,7% du chiffre d'affaires, globalement stable comparée au premier semestre 2015 à périmètre et taux de change constants. La marge a été soutenue par l'amélioration du chiffre d'affaires et de la productivité des centres mondiaux de production, et par un contrôle rigoureux des coûts, l'ensemble ayant permis de renforcer la compétitivité pour faire face à l'environnement sur les prix.

C.1.5.7 Structures globales

Les coûts des structures globales ont augmenté de 31,0 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants. Cette hausse est principalement due à l'effet de comparaison compte tenu de l'impact du programme d'optimisation des régimes de retraite enregistré l'année précédente, mais aussi à l'effet de la mondialisation croissante des fonctions du Groupe qui seront pleinement reflétées au second semestre dans les refacturations du Groupe aux entités opérationnelles sur une base annuelle complète.

C.1.6 Chiffre d'affaires par marché

| <i>En millions d'euros</i> | S1 2016 | S1 2015* | % organique |
|---|----------------|-----------------|--------------------|
| Industrie, Distribution & Transports | 2,000 | 1,982 | +0.9% |
| Public & Santé | 1,639 | 1,532 | +6.9% |
| Télécoms, Médias & Services aux collectivités | 1,125 | 1,111 | +1.3% |
| Services financiers | 933 | 978 | -4.6% |
| TOTAL GROUPE | 5,697 | 5,603 | +1.7% |

* A périmètre et taux de change constants

C.1.6.1 Industrie, Distribution & Transports

Représentant 35% du chiffre d'affaires du Groupe, l'activité Industrie, Distribution & Transports a été le segment marché le plus porteur et a atteint 2 milliards d'euros au premier semestre 2016, en hausse de +0,9% par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants. Ce chiffre d'affaires a été soutenu par une forte activité commerciale, notamment en Infogérance et chez Worldline.

Sur ce marché, les 10 clients les plus importants (à l'exclusion de Siemens) représentent 24% du chiffre d'affaires. Il s'agit de Xerox, un constructeur aéronautique majeur, Nike, Renault Nissan, Johnson & Johnson, une entreprise d'électronique de premier plan, Daimler Group, Volkswagen, Marriott, et BASF.

C.1.6.2 Public & Santé

L'activité Public & Santé a été le second marché du Groupe (29%) avec un chiffre d'affaires total de 1 639 millions d'euros, en hausse de +6,9% par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants. La croissance a essentiellement été générée en Amérique du Nord grâce au contrat avec Texas DIR et en France auprès du Ministère de la Défense. La ligne d'activité Big Data et Cybersécurité a également affiché de solides performances dans toutes les régions.

Les 10 premiers clients de ce marché représentent 35% du chiffre d'affaires: Le Department for Work & Pensions (DWP), le Ministère de la Justice du Royaume-Uni, les institutions de l'Union européenne, Texas DIR, le Ministère français de la Défense, la Nuclear Decommissioning Authority (NDA), la SNCF, le CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives) en France, l'ANTAI en France (Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions) et la Bundesagentur für Arbeit (Agence Fédérale pour l'Emploi) en Allemagne.

C.1.6.3 Télécoms, Médias & Services

L'activité Télécoms, Médias & Services a contribué à hauteur de 20%, ou 1 125 millions d'euros, au chiffre d'affaires du Groupe, soit une hausse de +1,3% par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants. L'augmentation du chiffre d'affaires résulte essentiellement de la signature de nouveaux contrats en Amérique du Nord, et dans les « Autres Entités Opérationnelles », notamment en Asie Pacifique et en Inde, au Moyen-Orient & en Afrique.

Parmi les principaux clients figurent une importante entreprise de médias au Royaume-Uni, EDF, Disney World, Orange, Nokia, Telefonica/O2, Microsoft, Telecom Italia, Engie, et Schlumberger. Les 10 principaux clients ont représenté 51% du chiffre d'affaires total de ce marché.

C.1.6.4 Services Financiers

L'activité Services Financiers représente le quatrième Marché du Groupe et contribue à hauteur de 16%, ou 933 millions d'euros, au chiffre d'affaires du Groupe, en baisse de -4,6% par rapport au premier semestre 2015, à périmètre et taux de change constants. Cette baisse résulte principalement de l'effet de comparaison lié aux volumes traités l'an dernier pour National Savings & Investments (NS&I) au Royaume-Uni et par la décélération d'un contrat avec une importante banque au Benelux & Pays Nordiques.

Sur ce marché, 48% du chiffre d'affaires a été généré par les 10 premiers clients : National Savings & Investments (NS&I), la plus grande banque allemande, une grande banque de Hong-Kong, McGraw-Hill Financial, BNP Paribas, La Poste, Crédit Agricole, Achmea, Société Générale, et Commerzbank.

C.1.7 Prises de commandes

C.1.7.1 Prises de commandes et ratio de prises de commande

Au premier semestre 2016, les **prises de commandes** du Groupe se sont élevées à **6 309 millions d'euros** en hausse de +24,0% par rapport au premier semestre 2015, pour un **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires** de **111%** et de **120%** au deuxième trimestre.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par Ligne de Service des Services Informatiques ont été les suivants :

| <i>En millions d'euros</i> | Prises de commandes | | | Ratio prises de commande sur chiffre | | |
|-----------------------------------|---------------------|--------------|--------------|--------------------------------------|-------------|-------------|
| | T1 | T2 | S1 2016 | T1 | T2 | S1 2016 |
| Infogérance | 1 501 | 2 052 | 3 553 | 97% | 123% | 110% |
| Conseil & Intégration de Systèmes | 854 | 833 | 1 687 | 110% | 103% | 106% |
| Big Data & Cyber-sécurité | 159 | 224 | 384 | 117% | 136% | 127% |
| Total Services IT | 2 515 | 3 109 | 5 624 | 102% | 118% | 110% |

Avec un ratio de prise de commandes sur chiffre d'affaires de 120%, l'activité commerciale a été particulièrement forte au deuxième trimestre, portée par des projets de migration Cloud tel que dans le contrat signé avec Texas DIR pour des services de Cloud hybride, et par des projets de transformation digitale comme à titre d'exemple la signature d'un contrat avec une grande chaîne américaine de restauration rapide nouvellement cliente, pour la fourniture de solutions de commerce numérique avec le développement d'une application mobile. Le Groupe a également renouvelé de grands contrats comme PIP avec DWP (Department for Work & Pensions) au Royaume-Uni. Le dynamisme commercial a également résulté de la stratégie de vente croisée du Groupe. Ainsi un contrat significatif a pu être signé dans le Big Data incluant la vente d'un supercalculateur à un constructeur d'automobiles français, témoignant des perspectives prometteuses du Big Data dans le secteur privé, et Unify a connu un de ses premiers succès commerciaux significatifs depuis son acquisition avec l'externalisation de la gestion des réseaux de communication de Solvay.

Le dynamisme commercial s'est traduit par un bon ratio de prise de commandes sur chiffre d'affaires dans chacune des Lignes de Services au premier semestre 2016. Il s'est élevé à 110% en Infogérance grâce à de grands contrats signés en Benelux & Pays Nordiques ainsi qu'en Amérique du Nord et en Allemagne. En Conseil & Intégration de Systèmes la prise de commandes a représenté 106% du chiffre d'affaires grâce à plusieurs contrats gagnés au Royaume-Uni en particulier, mais aussi en Benelux & Pays Nordiques et en France. La prise de commandes a également été élevée en Big Data & Cybersécurité et pour Worldline avec 127% et 116% respectivement.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par **marché** se décomposent ainsi :

| <i>En millions d'euros</i> | Prises de commandes | | | Ratio prises de commande sur chiffre | | |
|---|---------------------|--------------|--------------|--------------------------------------|-------------|-------------|
| | T1 | T2 | S1 2016 | T1 | T2 | S1 2016 |
| Industrie, Distribution & Transport | 1 088 | 1 137 | 2 226 | 109% | 113% | 111% |
| Public & Santé | 966 | 1 113 | 2 078 | 123% | 131% | 127% |
| Télécoms, Médias & Services aux collectivités | 404 | 574 | 978 | 81% | 92% | 87% |
| Services Financiers | 336 | 690 | 1 027 | 71% | 150% | 110% |
| Total Groupe | 2 794 | 3 515 | 6 309 | 101% | 120% | 111% |

C.1.7.2 Carnet de commandes total

Dans le sillage de la forte activité commerciale, la valeur totale du carnet de commandes à la fin du mois de Juin 2016 s'élevait à 19,5 milliards d'euros (y compris celui d'Unify CCS), soit 1,7 ans de chiffre d'affaires, contre 19,1 milliards d'euros fin 2015.

C.1.7.3 Propositions commerciales

En incluant Unify CCS, le montant total pondéré des propositions commerciales ressort à 6,4 milliards d'euros, soit 6,7 mois de chiffre d'affaires, comparé aux 6,2 milliards d'euros publiés fin 2015.

C.1.8 Ressources Humaines

L'effectif total était de 96 352 à fin juin 2016, contre 91 322 à fin 2015. L'augmentation de +5,5% (ou +5 030 salariés) de l'effectif total du Groupe est principalement due à Unify avec 5 199 salariés ayant rejoint le Groupe au 1^{er} février 2016, dont 1 871 salariés en provenance d'Unify CCS (partie Services) et 3 328 en provenance d'Unify S&P. Hors les activités d'Unify S&P destinées à être cédées, l'effectif ressort à 93 312, en hausse de +2,2%.

Les chiffres ci-dessous dans le paragraphe C.1.8 excluent les activités d'Unify S&P destinées à être cédées.

Au cours du premier semestre 2016, le Groupe a recruté 8 247 salariés (dont 96% de salariés directs), principalement en Infogérance, activité qui représente plus de 60% des recrutements sur cette période. La majeure partie des embauches a concerné les « Autres Entités Opérationnelles » (63% du recrutement des effectifs directs), notamment dans les pays offshore tels que l'Inde, la Pologne, la Roumanie, le Maroc et les Philippines ainsi qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Brésil.

Le taux d'attrition ressort à 12,2% au niveau du Groupe, dont 18,4% pour les pays offshore.

L'évolution des effectifs au premier semestre 2016 par Ligne de Service et par Entité Opérationnelle se répartit comme suit :

| | Début janvier 2016 | Transferts internes | Périmètre | Recrutements | Départs, Licenciements & Réorganisation | Fin Juin 2016 |
|--------------------------------------|--------------------|---------------------|--------------|--------------|---|---------------|
| Infogérance | 41 361 | - | 1 459 | 4 795 | -3 554 | 44 061 |
| Conseil & Intégration de Systèmes | 33 710 | - | -23 | 2 517 | -3 281 | 32 923 |
| Big Data & Cybersécurité | 3 385 | - | - | 224 | -101 | 3 508 |
| Coûts centraux | 352 | - | - | 4 | -199 | 157 |
| Worldline | 6 750 | - | - | 319 | -326 | 6 743 |
| Total des effectifs directs | 85 558 | - | 1 436 | 7 859 | -7 461 | 87 392 |
| Amérique du Nord | 12 074 | -2 568 | 212 | 1 220 | -1 413 | 9 525 |
| Allemagne | 7 578 | 204 | 553 | 85 | -185 | 8 235 |
| Royaume-Uni & Irlande | 7 771 | 210 | 302 | 817 | -634 | 8 466 |
| France | 11 629 | 36 | - | 323 | -722 | 11 266 |
| Benelux & Pays Nordiques | 5 189 | 66 | - | 56 | -342 | 4 969 |
| Autres Entités Opérationnelles | 34 128 | 2 052 | 369 | 5 024 | -3 831 | 37 742 |
| Structures globales | 438 | - | - | 15 | -8 | 445 |
| Worldline | 6 750 | - | - | 319 | -326 | 6 743 |
| Total des effectifs directs | 85 558 | - | 1 436 | 7 859 | -7 461 | 87 392 |
| Total des effectifs indirects | 5 764 | - | 407 | 289 | -540 | 5 920 |
| Total Groupe | 91 322 | - | 1 843 | 8 148 | -8 001 | 93 312 |

Le nombre de salariés directs à fin juin 2016 s'est établi à 87 392, soit 93,7% du total, stable par rapport à fin décembre 2015. Le nombre de salariés indirects a été de 5 920, en légère hausse par rapport à fin décembre 2015. Hors effet de périmètre lié à l'intégration d'Unify CCS, les effectifs indirects ont baissé de -5,1% sur le semestre, en ligne avec le programme d'optimisation continue des fonctions supports.

Les effectifs dans les pays offshore ont atteint 26 126 salariés à fin juin 2016. La majorité de ces effectifs sont situés en Inde, le reste étant principalement localisé en Europe de l'Est. Les effectifs offshore en Intégration de Systèmes ont représenté 44% des effectifs directs de cette activité.

C.2 Objectifs 2016

Le Groupe a décidé de relever comme suit tous ses objectifs pour 2016 :

Chiffre d'affaires : +1,5% à +2,0% de croissance organique (supérieur à +0,4% précédemment). Croissance à taux de change constants d'au moins +11% (supérieur à +8% précédemment).

Marge opérationnelle : Entre 9,2% et 9,5% du chiffre d'affaires (entre 9,0% et 9,5% du chiffre d'affaires précédemment).

Flux de trésorerie disponible : supérieur à 550 millions d'euros (de l'ordre de 550 millions d'euros précédemment).

Les chiffres ci-dessus comprennent la contribution des services d'infogérance d'Unify depuis le 1^{er} février 2016 et excluent celle d'Equens.

C.3 Revue financière

C.3.1 Etat du résultat global

Le Groupe a réalisé un résultat net des activités poursuivies (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) de 205,2 millions d'euros au 30 juin 2016, représentant 3,6% du chiffre d'affaires consolidé en amélioration de 66,9% par rapport au premier semestre 2015. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 285,4 millions d'euros pour la période, représentant 5,0% du chiffre d'affaires consolidé, soit une augmentation de +30 points de base en comparaison avec l'année dernière.

Le Groupe a réalisé un résultat net incluant les activités destinées à être cédées (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) de 173,7 millions d'euros durant le premier semestre 2016.

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | % Rentabilité | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) (*) | % Rentabilité |
|---|---|------------------|--|------------------|
| Marge opérationnelle | 444,4 | 7,8% | 361,1 | 7,3% |
| Autres produits et charges opérationnels | -120,5 | | -163,8 | |
| Résultat opérationnel | 323,9 | 5,7% | 197,3 | 4,0% |
| Résultat financier | -31,8 | | -10,7 | |
| Charge d'impôt | -57,9 | | -47,1 | |
| Participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | -29,0 | | -16,5 | |
| Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère | 205,2 | 3,6% | 123,0 | 2,5% |
| Résultat net des activités destinées à être cédées | -31,5 | | - | |
| Résultat net des activités destinées à être cédées - attribuable aux propriétaires de la Société Mère | 173,7 | 3,0% | 123,0 | 2,5% |
| Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère (**) | 285,4 | 5,0% | 234,5 | 4,7% |

(*) 30 juin 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note C.4.6.2 "Principes comptables significatifs".

(**) Le résultat net normalisé est basé sur les activités poursuivies et défini ci-après.

C.3.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

C.3.1.2 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Il a représenté une charge nette de 120,5 millions d'euros au premier semestre 2016. Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature :

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) (*) |
|--|--|--|
| Réorganisation des effectifs | -57,3 | -68,4 |
| Rationalisation et frais associés | -25,6 | -29,5 |
| Coûts d'intégration et d'acquisition | -14,4 | -18,3 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition | -44,7 | -31,2 |
| Charges relatives à des paiements fondés sur des actions | -21,5 | -15,5 |
| Autres | 43,0 | -0,9 |
| Total | -120,5 | -163,8 |

(*) 30 juin 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note C.4.6.2 "Principes comptables significatifs".

Les **coûts de réorganisation des effectifs** se sont élevés à 57,3 millions d'euros et sont principalement liés à l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans différentes GBU telles que l'Allemagne, l'Amérique du Nord, l'Europe centrale et de l'Est, la France, le Royaume Uni et la Zone Ibérique ;

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 25,6 millions d'euros et ont été engendrés essentiellement par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des centres de données, principalement en Allemagne, en Amérique du Nord et en Europe Centrale et de l'Est, en lien avec des plans de restructuration. Ce montant inclut également les coûts externes pour la poursuite du programme TEAM chez Worldline, incluant la réorganisation de ses bureaux en France et en Belgique.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 14,4 millions d'euros et correspondent principalement aux coûts d'intégration de Xerox ITO ainsi qu'aux coûts d'acquisition et d'intégration d'Unify. Ces coûts incluent également les frais liés aux transactions Equens et Paysquare.

Les **autres éléments** ont généré un produit de 43,1 millions d'euros, et correspondent principalement au produit de cession de l'action Visa chez Worldline pour 51,2 millions d'euros partiellement neutralisé par le règlement d'un litige avec un client en Allemagne.

C.3.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 31,8 millions d'euros sur la période (contre une charge de 10,7 millions d'euros au premier semestre 2015). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 7,9 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 23,9 millions d'euros.

Les coûts financiers non opérationnels de 23,9 millions d'euros en juin 2016 contre 7,5 millions d'euros en juin 2015 sont principalement composés de coûts financiers relatifs aux engagements de retraite (14,9 millions d'euros contre 14,8 millions d'euros en 2015), d'une perte nette de change (5,6 millions d'euros contre un gain net de change de 7,9 millions d'euros en 2015) et d'autres charges financières pour 3,4 millions d'euros.

C.3.1.4 Impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre 2016 s'est élevée à 57,9 millions d'euros (incluant, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 292,1 millions d'euros. L'application d'un Taux d'Impôt Effectif (TIE) à fin juin 2016 était de 19,8% contre 25,2% au titre du premier semestre 2015.

C.3.1.5 Participations ne donnant pas de contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle comprennent les participations détenues par les partenaires des coentreprises et par d'autres associés du Groupe. Elles ont donné lieu à un produit de 29,0 millions d'euros pour la période (comparé à un produit de 14,9 millions d'euros en juin 2015). L'augmentation est principalement à la part du résultat en hausse de Worldline (incluant la plus-value réalisée sur la cession de l'action Visa Europe) allouée à ses actionnaires minoritaires.

C.3.1.6 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 285,4 millions d'euros, représentant 5,0% du chiffre d'affaires consolidé de la période, en hausse de + 30 points de base par rapport à juin 2015.

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) (*) |
|--|--|--|
| Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère | 205,2 | 123,0 |
| Autres produits et charges opérationnels | -120,5 | -163,8 |
| Effet d'impôt sur éléments fiscaux inhabituels | 40,3 | 52,3 |
| Total éléments inhabituels - net d'impôt | -80,2 | -111,5 |
| Résultat net normalisé – attribuable aux propriétaires de la Société Mère | 285,4 | 234,5 |

(*) 30 juin 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note C.4.6.2 "Principes comptables significatifs".

C.3.1.7 Résultat net par action (RNPA) semestriel

Résultat net par action des activités poursuivies

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | % Rentabilité | % Croissance | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) | % Rentabilité |
|--|--|---------------|--------------|--|---------------|
| Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a] | 205,2 | 3,6% | | 123,0 | 2,5% |
| Impact des instruments dilutifs | - | | | - | |
| Résultat net dilué des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b] | 205,2 | 3,6% | | 123,0 | 2,5% |
| Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [c] | 285,4 | 5,0% | | 234,5 | 4,7% |
| Impact des instruments dilutifs | - | | | - | |
| Résultat net dilué normalisé – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [d] | 285,4 | 5,0% | | 234,5 | 4,7% |
| Nombre moyen d'actions [e] | 103 052 796 | | | 100 253 782 | |
| Impact des instruments dilutifs | 547 348 | | | 909 426 | |
| Nombre moyen dilué d'actions [f] | 103 600 144 | | | 101 163 208 | |
| (en euros) | | | | | |
| RNPA (Résultat Net Par Action) des activités poursuivies [a]/[e] | 1,99 | | 62,3% | 1,23 | |
| RNPA dilué des activités poursuivies [b]/[f] | 1,98 | | 62,9% | 1,22 | |
| RNPA normalisé [c]/[e] | 2,77 | | 18,4% | 2,34 | |
| RNPA dilué normalisé [d]/[f] | 2,75 | | 18,8% | 2,32 | |

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions exerçables (correspondant à 547 348 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

Résultat net par action incluant les activités destinées à être vendues

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | % Rentabilité | % Croissance | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) | % Rentabilité |
|--|---|------------------|-----------------|---|------------------|
| Résultat net incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a] | 173,7 | 3,0% | | 123,0 | 2,5% |
| Impact des instruments dilutifs | - | | | - | |
| Résultat net dilué incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b] | 173,7 | 3,0% | | 123,0 | 2,5% |
| Nombre moyen d'actions [e] | 103 052 796 | | | 100 253 782 | |
| Impact des instruments dilutifs | 547 348 | | | 909 426 | |
| Nombre moyen dilué d'actions [f] | 103 600 144 | | | 101 163 208 | |
| (en euros) | | | | | |
| RNPA (Résultat Net Par Action) incluant les activités destinées à être vendues [a]/[e] | 1,69 | | 37,4% | 1,23 | |
| RNPA dilué incluant les activités destinées à être vendues [b]/[f] | 1,68 | | 37,9% | 1,22 | |

C.3.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette

Au 30 juin 2016, la position de trésorerie nette du Groupe s'élevait à 412,5 millions d'euros, soit une augmentation de 60,5 millions d'euros de la trésorerie nette par rapport à juin 2015.

La position de trésorerie nette de clôture à fin juin 2016 incluait le décaissement de 366,0 millions d'euros, correspondant au prix décaissé pour l'acquisition d'Unify.

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) |
|--|---|---|
| Excédent Brut Opérationnel (EBO) | 586,3 | 458,5 |
| Investissements opérationnels | -201,5 | -214,9 |
| Variation du besoin en fonds de roulement | -22,4 | 49,1 |
| Flux de trésorerie opérationnel | 362,4 | 292,7 |
| Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels | -60,2 | -95,7 |
| Rationalisation et frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels | -25,2 | -27,9 |
| Coûts d'intégration et d'acquisition | -10,9 | -18,3 |
| Impôts payés | -74,0 | -57,8 |
| Coût de l'endettement financier net payé | -7,9 | -3,2 |
| Autres variations (*) | -3,2 | 14,1 |
| Flux de trésorerie disponible | 181,0 | 103,9 |
| (Acquisitions)/cessions (solde net) | -321,8 | -813,0 |
| Résultat de cession de l'action Visa Europe | 35,6 | - |
| Augmentation / (diminution) de capital | 21,2 | 37,5 |
| Dividendes versés aux actionnaires | -47,3 | -30,7 |
| Flux de trésorerie net | -131,3 | -702,3 |
| Trésorerie / (Endettement) net(te) d'ouverture | 593,1 | 989,1 |
| Variation nette de trésorerie / (endettement) | -131,3 | -702,3 |
| Incidence de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie / (endettement) | -49,3 | 67,2 |
| Trésorerie / (Endettement) net(te) de clôture | 412,5 | 354,0 |

(*) Les "Autres variations" correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle et autres éléments financiers décaissés.

Le flux de trésorerie disponible représenté par la variation de trésorerie nette ou de l'endettement net, corrigée des variations de capital (notamment les montants reçus des salariés pour l'exercice des options de souscription d'actions), des dividendes versés aux actionnaires, de la cession de l'action Visa, de l'impact de la variation des taux de change sur la position nette de trésorerie à l'ouverture et des acquisitions/cessions sur la période, a atteint 181,0 millions d'euros contre 103,9 millions d'euros sur le premier semestre 2015 (+74,2%).

Le flux de trésorerie opérationnel s'est élevé à 362,4 millions d'euros et a progressé de 69,7 millions d'euros par rapport à l'année dernière. Cette hausse est due aux éléments suivants :

- Excédent Brut Opérationnel : 127,8 millions d'euros ;
- investissements opérationnels : -13,4 millions d'euros ; et
- variation du besoin en fonds de roulement : -71,5 millions d'euros.

L'**EBO** s'est établi à 586,3 millions d'euros, soit une augmentation de 127,8 millions d'euros par rapport à juin 2015, représentant 10,3% du chiffre d'affaires contre 9,3% en juin 2015. Le passage de la marge opérationnelle à l'EBO était le suivant :

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) (*) |
|--|--|--|
| Marge opérationnelle | 444,4 | 361,1 |
| + Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles | 203,6 | 172,7 |
| + Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut | 7,2 | 19,1 |
| +/- Dotations / (Reprises) nettes aux provisions pour retraite | -20,6 | -52,3 |
| +/- Dotations / (Reprises) nettes aux provisions | -48,3 | -42,1 |
| EBO | 586,3 | 458,5 |

(*) 30 juin 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note C.4.6.2 "Principes comptables significatifs".

Les investissements opérationnels ont atteint 201,5 millions d'euros durant la période, soit 3,5% du chiffre d'affaires, contre 214,9 millions d'euros au premier semestre 2015 (4,3% du chiffre d'affaires) et 3,9% du chiffre d'affaires au second semestre 2015.

La variation positive du **besoin en fonds de roulement** a atteint 22,4 millions d'euros (contre une variation positive de 49,1 millions d'euros en 2015). Le délai de règlement clients est passé à 32 jours à fin juin 2016 contre 38 jours à fin juin 2015. Le délai de règlement clients a été positivement impacté de 14 jours contre 12 jours en juin 2015, par la mise en place d'accords financiers sur de grands comptes. Par ailleurs, le délai de paiement fournisseurs s'est établi à 80 jours à fin juin 2016 contre 87 jours à fin juin 2015.

Les **impôts payés** se sont élevés à 74,0 millions d'euros, soit 16,2 millions d'euros de plus par rapport à l'année dernière, en ligne avec la hausse du résultat net avant impôt.

Le **coût de l'endettement financier net** s'est élevé à 7,9 millions d'euros, en baisse de 4,7 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015, et comprenait :

- une position nette de trésorerie de 593,1 millions d'euros à l'ouverture (en partie réduite par le décaissement en janvier 2016 lié à l'acquisition Unify) contre 989,1 millions d'euros début 2015 ;
- un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 1,50% comparé à 2,34% en 2015 ; et
- une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 0,99% comparée à 1,13% en 2015.

Les décaissements liés aux **coûts d'intégration et d'acquisition et aux coûts de réorganisation, de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 96,3 millions d'euros, parfaitement en ligne avec l'objectif annuel 2016 de 150 millions d'euros. Une partie plus importante des coûts de réorganisation et rationalisation a été avancée au premier semestre afin d'optimiser l'impact sur la marge opérationnelle annuelle. Les « **Autres variations** » se sont élevées à 3,2 millions d'euros.

Par conséquent, le **flux de trésorerie disponible** du Groupe, au premier semestre 2016, s'est élevé à 181,0 millions d'euros.

L'impact sur l'endettement net provenant des **acquisitions nettes de cessions** correspond principalement à l'acquisition fin janvier 2016 d'Unify pour un montant de 366,0 millions d'euros.

Les **augmentations de capital**, principalement liées aux encaissements provenant d'exercices de stock-options ont totalisé 21,2 millions d'euros durant le premier semestre comparé à 37,5 millions d'euros en 2015 du fait d'un moindre nombre d'options exercées.

Dans le cadre de la **cession de l'action Visa Europe**, le Groupe a reçu 35,6 millions d'euros de Visa Inc représentant la partie du prix réglée en espèces immédiatement, la différence avec le prix total de cession de 51,2 millions d'euros étant constituée par des actions de préférence et une créance à long terme (3 ans) vis-à-vis de Visa Inc.

Au cours du premier semestre 2016, les **dividendes versés aux actionnaires** de la Société Mère se sont élevés à 113,5 millions d'euros (1,10 euro par action) dont 47,3 millions d'euros ont été versés en numéraire et 66,2 millions d'euros ont été réglés par l'émission d'actions nouvelles.

La **variation de cours de monnaies étrangères**, déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a conduit à une baisse de la trésorerie nette de 49,3 millions d'euros, du fait principalement de la variation du cours de la livre sterling (37,1 millions d'euros) et du dollar américain (3,2 millions d'euros) vis-à-vis de l'Euro.

C.3.3 Résultats de la société mère

Le résultat avant impôt de la Société Mère s'est élevé à 37,2 millions d'euros à fin juin 2016, comparé à 46,2 millions d'euros pour le premier semestre 2015.

C.4 Etats financiers consolidés résumés semestriels

C.4.1 Compte de résultat consolidé semestriel

| (en millions d'euros) | Notes | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) (*) |
|--|---------------|---|---|
| Chiffre d'affaires | Note 2 | 5 697,0 | 4 941,2 |
| Charges de personnel | Note 3 | -2 720,9 | -2 516,0 |
| Charges opérationnelles | Note 4 | -2 531,7 | -2 064,1 |
| Marge opérationnelle | | 444,4 | 361,1 |
| En % du chiffre d'affaires | | 7,8% | 7,3% |
| Autres produits et charges opérationnels | Note 5 | -120,5 | -163,8 |
| Résultat opérationnel | | 323,9 | 197,3 |
| En % du chiffre d'affaires | | 5,7% | 4,0% |
| Coût de l'endettement financier net | | -7,9 | -3,2 |
| Autres charges financières | | -34,2 | -38,5 |
| Autres produits financiers | | 10,3 | 31,0 |
| Résultat financier | Note 6 | -31,8 | -10,7 |
| Résultat avant impôt | | 292,1 | 186,6 |
| Charge d'impôt | Note 7 | -57,9 | -47,1 |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | | - | -1,6 |
| Résultat Net des activités poursuivies | | 234,2 | 137,9 |
| Résultat net des activités destinées à être cédées | | -31,5 | - |
| Résultat Net | | 202,7 | 137,9 |
| Dont attribuable aux: | | | |
| - propriétaires de la Société Mère | | 173,7 | 123,0 |
| - participations ne donnant pas le contrôle | | 29,0 | 14,9 |

(*) 30 juin 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note C.4.6.2 "Principes comptables significatifs".

(en euros et en nombre d'actions)

| | | | |
|---|---------------|-------------|-------------|
| Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère | Note 8 | | |
| Nombre moyen pondéré d'actions | | 103 052 796 | 100 253 782 |
| Résultat net par action des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère | | 1,99 | 1,23 |
| Nombre moyen pondéré dilué d'actions | | 103 600 144 | 101 163 208 |
| Résultat net dilué par action des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère | | 1,98 | 1,22 |

(en euros et en nombre d'actions)

| | | | |
|---|---------------|-------------|-------------|
| Résultat net – attribuable aux propriétaires de la Société Mère | Note 8 | | |
| Nombre moyen pondéré d'actions | | 103 052 796 | 100 253 782 |
| Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la Société Mère | | 1,69 | 1,23 |
| Nombre moyen pondéré dilué d'actions | | 103 600 144 | 101 163 208 |
| Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la Société Mère | | 1,68 | 1,22 |

C.4.2 Etat du résultat global semestriel

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) |
|---|---|---|
| Résultat net de la période | 202,7 | 137,9 |
| Autres éléments du résultat global | | |
| - à reclasser en compte de résultat (recyclables): | -168,2 | 167,5 |
| Variation de juste valeur des instruments financiers | 0,8 | 44,1 |
| Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente | -44,8 | - |
| Variation de la réserve de conversion | -126,0 | 139,2 |
| Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres | 1,8 | -15,8 |
| - non reclassés en compte de résultat (non-recyclables): | -146,6 | 52,0 |
| Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite | -194,2 | 78,9 |
| Effet d'impôt sur les éléments non recyclables directement reconnus en capitaux propres | 47,6 | -26,9 |
| Total autres éléments du résultat global | -314,8 | 219,5 |
| Total résultat global de la période | -112,1 | 357,4 |
| Dont attribuable aux: | | |
| - propriétaires de la Société Mère | -121,6 | 341,2 |
| - participations ne donnant pas le contrôle | 9,5 | 16,2 |

C.4.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière

| (en millions d'euros) | Notes | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|---|---------|-----------------|---------------------|
| ACTIF | | | |
| Goodwill | Note 9 | 3 285,1 | 3 118,1 |
| Immobilisations incorporelles | | 970,5 | 920,3 |
| Immobilisations corporelles | | 743,8 | 818,8 |
| Actifs financiers non courants | Note 10 | 433,6 | 259,2 |
| Instruments financiers non courants | | - | 1,4 |
| Impôts différés actifs | | 511,4 | 442,4 |
| Total des actifs non courants | | 5 944,4 | 5 560,2 |
| Clients et comptes rattachés | Note 11 | 2 286,5 | 2 273,3 |
| Impôts courants | | 32,8 | 23,5 |
| Autres actifs courants | Note 12 | 1 014,7 | 868,9 |
| Instruments financiers courants | | 4,9 | 8,1 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Note 13 | 1 741,1 | 1 946,8 |
| Actifs destinés à être cédés | Note 1 | 1 035,7 | - |
| Total des actifs courants | | 6 115,7 | 5 120,6 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 12 060,1 | 10 680,8 |

| (en millions d'euros) | Notes | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|---|---------|-----------------|---------------------|
| PASSIF | | | |
| Capital social | | 104,7 | 103,5 |
| Primes | | 2 708,3 | 2 626,1 |
| Réserves consolidées | | 830,3 | 688,6 |
| Ecart de conversion | | -105,9 | 18,3 |
| Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société Mère | | 173,7 | 406,2 |
| Capitaux propres attribuable aux propriétaires de la Société Mère | | 3 711,1 | 3 842,7 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 267,7 | 254,4 |
| Total capitaux propres | | 3 978,8 | 4 097,1 |
| Provisions retraites et assimilées | Note 14 | 1 353,8 | 1 121,6 |
| Provisions non courantes | Note 15 | 80,2 | 86,8 |
| Passifs financiers | | 1 210,2 | 1 210,8 |
| Impôts différés passifs | | 117,4 | 70,0 |
| Instruments financiers non courants | | 2,5 | 4,7 |
| Autres passifs non courants | | 6,7 | 12,2 |
| Total des passifs non courants | | 2 770,8 | 2 506,1 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | Note 17 | 1 712,8 | 1 605,5 |
| Impôts courants | | 90,9 | 104,7 |
| Provisions courantes | Note 15 | 167,3 | 199,8 |
| Instruments financiers courants | | 9,9 | 8,7 |
| Part à moins d'un an des passifs financiers | | 294,3 | 143,1 |
| Autres passifs courants | | 2 087,1 | 2 015,8 |
| Passifs destinés à être cédés | Note 1 | 948,2 | - |
| Total des passifs courants | | 5 310,5 | 4 077,6 |
| TOTAL DU PASSIF | | 12 060,1 | 10 680,8 |

C.4.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

| (en millions d'euros) | Notes | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) |
|---|----------------|--|--|
| Résultat avant impôt | | 292,1 | 186,6 |
| Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles | Note 4 | 203,6 | 172,7 |
| Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation | | -68,9 | -94,4 |
| Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières | | 14,8 | 14,5 |
| Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles | | -4,7 | -39,7 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition | | 44,7 | 31,2 |
| (Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations | | -58,3 | 0,6 |
| Charges relatives à des paiements fondés sur des actions | | 21,5 | 15,5 |
| Pertes/(Gains) sur instruments financiers | | 4,0 | -0,8 |
| Coût de l'endettement financier net | Note 6 | 7,9 | 3,2 |
| Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt | | 456,7 | 289,4 |
| Impôts payés | | -74,0 | -57,8 |
| Variation du besoin en fonds de roulement | | -22,4 | 49,1 |
| Flux nets de trésorerie générés par l'activité | | 360,3 | 280,7 |
| Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles | | -201,5 | -214,9 |
| Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles | | 25,2 | 40,4 |
| Investissements d'exploitation nets | | -176,3 | -174,5 |
| Décaissements / encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières | | -346,1 | -817,1 |
| Trésorerie des sociétés acquises durant la période | | 24,9 | - |
| Encaissements liés aux cessions financières | | 38,1 | 5,9 |
| Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice | | 5,5 | - |
| Investissements financiers nets | | -277,6 | -811,2 |
| Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement | | -453,9 | -985,7 |
| Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions | | 18,1 | 37,5 |
| Augmentation de capital souscrite par les minoritaires | | 3,1 | - |
| Dividendes versés aux actionnaires | | -47,3 | -30,7 |
| Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle | | -0,6 | -0,7 |
| Souscription de nouveaux emprunts | Note 16 | 11,4 | 946,0 |
| Nouveaux contrats de location-financement | Note 16 | 3,3 | 0,0 |
| Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme | Note 16 | -19,9 | -12,5 |
| Coût de l'endettement financier net payé | | -0,1 | -3,2 |
| Autres mouvements liés aux opérations de financement | | 112,3 | 20,5 |
| Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement | | 80,3 | 956,9 |
| Variation de trésorerie | | -13,3 | 251,9 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture | | 1 873,7 | 1 542,5 |
| Variation de trésorerie | Note 16 | -13,3 | 251,9 |
| Variation de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie | | -62,9 | 79,7 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture | Note 18 | 1 797,5 | 1 874,1 |

C.4.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidés

| (en millions d'euros) | Nombre d'actions à la clôture (en milliers) | Capital social | Primes | Réserves consolidées | Ecart de conversion | Eléments constatés directement en capitaux propres | Résultat net attribuable aux propriétaires de la Société Mère | Capitaux propres – attribuables aux propriétaires de la Société Mère | Participations ne donnant pas le contrôle | Capitaux propres |
|---|--|----------------|----------------|----------------------|---------------------|--|---|--|---|------------------|
| Au 1er janvier 2015 | 101 334 | 101,3 | 2 521,6 | 404,6 | -94,4 | -5,0 | 265,2 | 3 193,3 | 208,8 | 3 402,1 |
| * Augmentation de capital | 1 786 | 1,8 | 85,4 | -49,7 | | | | 37,5 | | 37,5 |
| * Affectation du résultat net de l'exercice précédent | | | | 265,2 | | | -265,2 | - | | - |
| * Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle | | | | -30,7 | | | | -30,7 | -1,1 | -31,8 |
| * Paiements fondés sur des actions | | | | 15,1 | | | | 15,1 | 0,4 | 15,5 |
| * Achat d'actions propres | | | | 0,1 | | | | 0,1 | | 0,1 |
| * Autres | | | | 5,1 | | | | 5,1 | -4,7 | 0,4 |
| Transactions avec les actionnaires | 1 786 | 1,8 | 85,4 | 205,1 | - | - | -265,2 | 27,1 | -5,4 | 21,7 |
| * Résultat net de la période | | | | | | | 123,0 | 123,0 | 14,9 | 137,9 |
| * Autres éléments du résultat global | | | | 50,7 | 139,2 | 28,3 | | 218,2 | 1,3 | 219,5 |
| Total du résultat global de la période | | | | 50,7 | 139,2 | 28,3 | 123,0 | 341,2 | 16,2 | 357,4 |
| Au 30 juin 2015 | 103 120 | 103,1 | 2 607,0 | 660,4 | 44,8 | 23,3 | 123,0 | 3 561,6 | 219,6 | 3 781,2 |
| * Augmentation de capital | 400 | 0,4 | 19,1 | | | | | 19,5 | | 19,5 |
| * Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle | | | | - | | | | - | -0,2 | -0,2 |
| * Paiements fondés sur des actions | | | | 9,2 | | | | 9,2 | 5,7 | 14,9 |
| * Autres | | | | 1,4 | | | | 1,4 | -1,9 | -0,5 |
| Transactions avec les actionnaires | 400 | 0,4 | 19,1 | 10,6 | - | - | - | 30,1 | 3,6 | 33,7 |
| * Résultat net de la période | | | | | | | | | 15,9 | 15,9 |
| * Autres éléments du résultat global | | | | -8,0 | -26,5 | 2,3 | 283,2 | 251,0 | 15,3 | 266,3 |
| Total du résultat global de la période | | | | -8,0 | -26,5 | 2,3 | 283,2 | 251,0 | 31,2 | 282,2 |
| Au 31 décembre 2015 | 103 520 | 103,5 | 2 626,1 | 663,0 | 18,3 | 25,6 | 406,2 | 3 842,7 | 254,4 | 4 097,1 |
| * Augmentation de capital | 1 240 | 1,2 | 82,2 | -63,4 | | | | 20,0 | 1,2 | 21,2 |
| * Affectation du résultat net de l'exercice précédent | | | | 406,2 | | | -406,2 | - | | - |
| * Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle | | | | -47,3 | | | | -47,3 | -0,3 | -47,6 |
| * Paiements fondés sur des actions | | | | 17,2 | | | | 17,2 | 3,4 | 20,6 |
| * Vente d'actions propres | | | | 0,1 | | | | 0,1 | | 0,1 |
| * Autres | | | | - | | | | - | -0,5 | -0,5 |
| Transactions avec les actionnaires | 1 240 | 1,2 | 82,2 | 312,8 | - | - | -406,2 | 10,0 | 3,8 | 6,2 |
| * Résultat net de la période | | | | | | | 173,7 | 173,7 | 29,0 | 202,7 |
| * Autres éléments du résultat global | | | | -141,5 | -124,2 | -29,6 | | -295,3 | -19,5 | -314,8 |
| Total du résultat global de la période | | | | -141,5 | -124,2 | -29,6 | 173,7 | -121,6 | 9,5 | -112,1 |
| Au 30 juin 2016 | 104 760 | 104,7 | 2 708,3 | 834,3 | -105,9 | -4,0 | 173,7 | 3 711,1 | 267,7 | 3 978,8 |

C.4.6 Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels

C.4.6.1 Base de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés du premier semestre 2016 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2016.

Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2016 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ainsi, ces états financiers n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en coordination avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2015.

Les principes comptables, les règles de présentation et les méthodes de calcul mis en application pour les états financiers intermédiaires consolidés résumés à fin juin 2016 sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2015 et présentés dans le Document de Référence du Groupe Atos.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2016 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes semestriels du Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de norme ou interprétation dont l'application n'est pas obligatoire au titre de l'exercice 2016. Le Groupe n'applique pas les normes IFRS n'ayant pas encore été approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de la période.

Les états financiers intérimaires consolidés résumés sont présentés dans la devise fonctionnelle du Groupe en euros. Tous les montants sont présentés en millions d'euros avec une décimale.

C.4.6.2 Principes comptables significatifs

En complément des principes comptables indiqués dans le rapport annuel, les principes comptables suivants sont applicables pour les comptes intermédiaires :

Dépréciation d'actifs

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est reconnue le cas échéant pour l'excès de valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique des actifs comparé au budget ;
- une détérioration importante de l'environnement économique des actifs ;
- la perte d'un client majeur ;
- une hausse significative des taux d'intérêts.

Retraites et avantages similaires

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêtés intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que des réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation à utiliser selon la norme IAS 19 révisée, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs, ou s'il n'y a pas de changements importants, des projections actuarielles sont utilisées.

Les coûts des plans de retraite sont reconnus au sein du résultat opérationnel du Groupe, à l'exception de l'intérêt sur les passifs nets des actifs qui est reconnu au sein du résultat financier.

Charge d'impôt

La charge d'impôt comprend la charge d'impôt sur le résultat et les impôts différés.

Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au résultat net avant impôt semestriel. Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôt prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

Nouvelles définitions du flux de trésorerie disponible et de la marge opérationnelle

Le Groupe a décidé de changer les définitions du flux de trésorerie disponible et de la marge opérationnelle avec pour objectif d'exclure les effets des plans de rémunération fondés sur des actions, en ligne avec les pratiques de secteur.

Ainsi le flux de trésorerie disponible du Groupe exclut les paiements reçus des salariés au titre des plans de souscriptions d'actions et la marge opérationnelle exclut l'amortissement des plans de rémunération fondés sur des actions, qui est présenté en autres produits et charges opérationnels.

Ce changement de présentation a été appliqué rétroactivement à toutes les périodes présentées, et a pour conséquence une augmentation de la marge opérationnelle, au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2015, de respectivement 15,5 millions d'euros et de 33,3 millions.

Note 1 Changement dans le périmètre de consolidation**UNIFY ACQUISITION**

Le 20 janvier 2016, Atos a finalisé l'acquisition d'Unify annoncée en novembre 2015, un leader en solutions de communication intégrées.

La contrepartie transférée initiale pour l'acquisition de 100% d'Unify s'élève à 366.0 millions d'euros et est sujette à ajustements de prix.

Software & Platforms – Activité destinée à être cédée :

Les activités de service de Unify ont été intégrées à la ligne de services Infogérance à compter du 1^{er} février 2016 et les activités « Software & Platforms » (S&P) ont été présentées comme activités destinées à être cédées à compter de cette même date.

Le Groupe Atos a décidé, dès la date d'acquisition, de mettre en vente l'activité « Software & Platforms ». Cette activité a été présentée comme destinée à être cédée à compter du 1^{er} février 2016 conformément aux normes IFRS 3 et IFRS 5.

Les flux financiers relatifs aux services rendus par les activités poursuivies à S&P ont été éliminés chez S&P. Par conséquent, le chiffre d'affaires relatif à ces flux est inclus dans le chiffre d'affaires externe du Groupe.

Dans l'état consolidé semestriel de la situation financière, les actifs nets et les dettes nettes alloués à l'activité S&P ont été présentés respectivement sur les lignes « Actifs destinés à être cédés » et « Dettes destinées à être cédées ».

La perte générée par l'activité S&P sur la période du 1^{er} février 2016 au 30 juin 2016 a été présentée sur la ligne « résultat net des activités destinées à être cédées » du compte de résultat consolidé semestriel.

Actifs et passifs identifiables estimés des activités poursuivies à la date d'acquisition :

| (en millions d'euros) | Atifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition |
|--|---|
| Immobilisations incorporelles | 86,4 |
| Immobilisations corporelles | 3,8 |
| Actifs financiers non courants | 14,3 |
| Total des actifs non courants | 104,5 |
| Clients et comptes rattachés | 109,8 |
| Impôts courants | 0,3 |
| Autres actifs courants | 53,9 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 17,9 |
| Total des actifs courants | 181,9 |
| TOTAL DE L'ACTIF (A) | 286,4 |
| Provisions retraites et assimilées | 58,6 |
| Provisions non courantes | 17,9 |
| Passif financiers | 10,6 |
| Total des passifs non courants | 87,1 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 44,0 |
| Autres passifs courants | 106,7 |
| Total des passifs courants | 150,7 |
| TOTAL DU PASSIF (B) | 237,8 |
| Juste valeur des actifs nets identifiés (A)-(B) | 48,6 |

L'évaluation préliminaire des actifs et des passifs acquis au titre des activités poursuivies a généré la reconnaissance d'une relation clients et d'un carnet de commandes pour un montant de 86,4 millions d'euros. Ces valeurs ont été déterminées par un expert indépendant. La relation clients et le carnet de commandes sont amortis sur une durée de 2 à 10 ans. Une charge d'amortissement de 4,4 millions d'euros a été enregistrée à ce titre sur le premier semestre 2016.

Goodwill préliminaire alloué aux activités poursuivies :

Le Goodwill a été reconnu sur les activités poursuivies comme suit :

| (en millions d'euros) | 30 Juin 2016 |
|--|--------------|
| Prix d'acquisition provisoire alloué aux activités poursuivies | 256,0 |
| Juste valeur des actifs nets identifiés | 48,6 |
| Goodwill préliminaire | 207,4 |

XEROX ITO

Le 30 juin 2015, Atos a finalisé l'acquisition de Xerox ITO qui avait été annoncée en décembre 2014. Au cours du premier semestre 2016, le Groupe a finalisé la comptabilisation de ce regroupement d'entreprises.

Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition :

| (en millions d'euros) | Atifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition | Autres ajustements identifiés en 2016 | Atifs et passifs identifiables estimés à la fin de la période |
|--|--|---------------------------------------|---|
| Immobilisations incorporelles | 229,4 | 0,1 | 229,5 |
| Immobilisations corporelles | 157,6 | -6,0 | 151,6 |
| Actifs financiers non courants | 1,4 | - | 1,4 |
| Impôts différés actifs | 19,0 | 2,4 | 21,4 |
| Autres actifs non courants | 2,7 | - | 2,7 |
| Total des actifs non courants | 410,1 | -3,5 | 406,6 |
| Clients et comptes rattachés | 245,6 | 1,3 | 246,9 |
| Autres actifs courants | 94,0 | -8,0 | 86,0 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 10,9 | -0,8 | 10,1 |
| Total des actifs courants | 350,5 | -7,5 | 343,0 |
| TOTAL DE L'ACTIF (A) | 760,6 | -11,0 | 749,6 |
| Provisions retraites et assimilées | 24,8 | -1,2 | 23,6 |
| Provisions non courantes | 7,2 | 5,2 | 12,4 |
| Passif financiers | 58,8 | - | 58,8 |
| Impôts différés passifs | 1,5 | - | 1,5 |
| Other non-current liabilities | 0,3 | - | 0,3 |
| Total des passifs non courants | 92,6 | 4,0 | 96,6 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 81,1 | 0,8 | 81,9 |
| Impôts courants | 2,5 | - | 2,5 |
| Part à moins d'un an des passifs financiers | 13,9 | - | 13,9 |
| Autres passifs courants | 169,5 | 7,6 | 177,1 |
| Total des passifs courants | 267,0 | 8,4 | 275,4 |
| TOTAL DU PASSIF (B) | 359,6 | 12,4 | 372,0 |
| Juste valeur des actifs nets identifiés (A)-(B) | 401,0 | -23,4 | 377,6 |

L'évaluation des actifs et des passifs acquis estimés à leur juste valeur a généré la reconnaissance de nouveaux actifs incorporels hors logiciels pour un montant total de 156,7 millions d'euros dont 154,2 millions d'euros relatifs à la relation clients déterminée par un expert indépendant. La relation clients est amortie sur une durée de 6 à 12 ans. Une charge d'amortissement de 9,7 millions d'euros a été enregistrée au titre du premier semestre 2016.

Goodwill :

Le goodwill relatif à l'acquisition a été déterminé de la manière suivante:

| (en millions d'euros) | 30 Juin 2016 | 31 Décembre 2015 |
|---|--------------|------------------------|
| Total prix d'acquisition | 812,1 | 812,1 |
| Instrument de couverture de change (USD vs EUR) sur le 1er versement | -46,8 | -46,8 |
| Effet d'impôt sur instrument de couverture de change sur le 1er versement | 16,1 | 16,1 |
| Juste valeur des actifs nets identifiés | 377,6 | 401,0 |
| Total | 403,8 | 380,4 |

Le goodwill résiduel est principalement attribuable aux synergies attendues dans le cadre de l'intégration des opérations de Xerox ITO au sein du Groupe.

Note 2 Information sectorielle

En accord avec la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revu par le principal décideur opérationnel puis réconcilié au résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat ou la perte des segments en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président-Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Suite à l'acquisition d'Unify, les segments opérationnels du Groupe en 2016 se présentent comme suit :

| Segments opérationnels | Activités |
|--------------------------|---|
| Royaume-Uni & Irlande | Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cybersécurité en Irlande et au Royaume-Uni. |
| Allemagne | Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance en Allemagne. |
| Benelux & Pays Nordiques | Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cybersécurité en Belgique, Danemark, Estonie, Finlande et Pays Baltes, Luxembourg, Pays-Bas et Suède. |
| France | Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cybersécurité en France. |
| Amérique du Nord | Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cybersécurité au Canada et aux Etats-Unis. |
| Autres pays | Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cybersécurité en Algérie, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Croatie, Egypte, Espagne, Gabon, Grèce, Hongrie, Hong-Kong, Inde, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Liban, Lituanie, Malaisie, Madagascar, Maurice, Mexique, Maroc, Namibie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République Tchèque, Roumanie, Russie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sud d'Afrique, Serbie, Slovaquie, Singapour, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, EAU, Uruguay, et aussi les activités de Major Events. |
| Worldline | Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées en Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Chine, France, Hong-Kong, Zone Ibérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Singapour, Taiwan et Thaïlande. |

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués à des conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également à des tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

| (en millions d'euros) | Royaume Uni & Irlande | France | Allemagne | Amérique du Nord | Benelux et Pays Nordiques | Autres entités opérationnelles | Worldline | Total Segments opérationnels | Structures Globales Corporate | Elimination | Total Groupe |
|---|-----------------------------|----------------|----------------|---------------------|---------------------------------|--------------------------------------|----------------|------------------------------------|-------------------------------------|-------------|-------------------------|
| Semestre clos le 30 juin 2016 | | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires par segment | 917,9 | 846,8 | 929,5 | 990,2 | 492,2 | 931,2 | 589,2 | 5 697,0 | | | 5 697,0 |
| % | 16,1% | 14,9% | 16,3% | 17,4% | 8,6% | 16,3% | 10,3% | 100,0% | | | 100,0% |
| Chiffre d'affaires intra-segments | 90,0 | 124,6 | 158,7 | 114,4 | 79,2 | 517,0 | 25,6 | 1 109,5 | 39,8 | -1 149,3 | |
| Total chiffre d'affaires | 1 007,9 | 971,4 | 1 088,2 | 1 104,6 | 571,4 | 1 448,2 | 614,8 | 6 806,5 | 39,8 | -1 149,3 | 5 697,0 |
| Marge opérationnelle par segment | 89,0 | 47,5 | 80,9 | 100,4 | 38,3 | 53,4 | 91,6 | 501,1 | -56,7 | | 444,4 |
| % | 9,7% | 5,6% | 8,7% | 10,1% | 7,8% | 5,7% | 15,5% | 8,8% | | | 7,8% |
| Total actifs par segment | 1 194,0 | 1 279,8 | 1 197,7 | 1 322,1 | 609,5 | 1 557,1 | 1 020,1 | 8 180,3 | 558,8 | | 8 739,1 |
| Semestre clos le 30 juin 2015 | | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires par segment | 994,9 | 824,8 | 758,8 | 340,4 | 515,3 | 936,0 | 571,0 | 4 941,2 | | | 4 941,2 |
| % | 20,1% | 16,7% | 15,4% | 6,9% | 10,4% | 18,9% | 11,6% | 100,0% | | | 100,0% |
| Chiffre d'affaires intra-segments | -24,5 | 49,4 | 90,1 | 17,2 | 45,9 | 217,1 | -6,7 | 388,5 | 41,7 | -430,2 | - |
| Total chiffre d'affaires | 970,4 | 874,2 | 848,9 | 357,6 | 561,2 | 1 153,1 | 564,3 | 5 329,7 | 41,7 | -430,2 | 4 941,2 |
| Marge opérationnelle par segment | 102,9 | 30,1 | 41,1 | 26,3 | 47,6 | 59,9 | 78,1 | 386,0 | -40,4 | | 345,6 |
| % | 10,3% | 3,6% | 5,4% | 7,7% | 9,2% | 6,4% | 13,7% | 7,8% | | | 7,0% |
| Total actifs par segment | 1 140,4 | 1 404,4 | 885,1 | 240,1 | 731,4 | 1 542,2 | 992,5 | 6 936,1 | 1 124,1 | | 8 060,2 |

Les actifs par segment sont réconciliés avec le total actif comme suit :

| (en millions d'euros) | 30 juin 2016 | 30 juin 2015 |
|---|-----------------|-----------------|
| Total actifs par segment | 8 739,1 | 8 060,2 |
| Actifs d'impôts courants et différés | 544,2 | 463,5 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 741,1 | 1 936,0 |
| Actifs destinés à être cédés | 1 035,7 | - |
| Total Actif | 12 060,1 | 10 459,7 |

Note 3 Charges de personnel

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | % du chiffre d'affaires | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) (*) | % du chiffre d'affaires |
|--|--|-------------------------|--|-------------------------|
| Salaires | -2 141,6 | 37,6% | -2 011,0 | 40,7% |
| Charges sociales | -571,9 | 10,0% | -545,8 | 11,0% |
| Taxes, formation, intéressement et participation | -27,8 | 0,5% | -15,9 | 0,3% |
| (Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel | -0,2 | 0,0% | 4,4 | -0,1% |
| (Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour retraite | 20,6 | -0,4% | 52,3 | -1,1% |
| Total | -2 720,9 | 47,8% | -2 516,0 | 50,9% |

(*) 30 juin 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note C.4.6.2 "Principes comptables significatifs".

Note 4 Charges opérationnelles

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | % du chiffre d'affaires | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) | % du chiffre d'affaires |
|--|--|-------------------------|--|-------------------------|
| Sous-traitance - Direct | -862,8 | 15,1% | -846,1 | 17,1% |
| Achats de logiciels et de matériels informatiques | -517,2 | 9,1% | -312,4 | 6,3% |
| Coûts de maintenance | -274,8 | 4,8% | -217,0 | 4,4% |
| Charges locatives | -264,4 | 4,6% | -190,2 | 3,8% |
| Télécommunications | -146,4 | 2,6% | -123,6 | 2,5% |
| Transports et déplacements | -87,5 | 1,5% | -93,8 | 1,9% |
| Véhicules d'entreprise | -34,7 | 0,6% | -37,4 | 0,8% |
| Honoraires | -106,0 | 1,9% | -84,9 | 1,7% |
| Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés | -14,1 | 0,2% | -22,7 | 0,5% |
| Autres charges | -91,0 | 1,6% | -37,3 | 0,8% |
| Sous-total charges | -2 398,9 | 42,1% | -1 965,4 | 39,8% |
| Amortissement des immobilisations | -203,6 | 3,6% | -172,7 | 3,5% |
| (Dotations) / Reprises nettes aux provisions | 48,5 | -0,9% | 37,7 | -0,8% |
| Plus et (moins-values) d'immobilisations cédées | -3,1 | 0,1% | 0,3 | 0,0% |
| Pertes sur créances irrécouvrables | -10,0 | 0,2% | -8,4 | 0,2% |
| Production immobilisée | 35,4 | -0,6% | 44,4 | -0,9% |
| Sous-total autres charges | -132,8 | 2,3% | -98,7 | 2,0% |
| Total | -2 531,7 | 44,4% | -2 064,1 | 41,8% |

En 2015, suite à l'acquisition de Bull en août 2014 et de son intégration, le Groupe a revu la classification de plusieurs lignes de charge, en accord avec son modèle d'affaires opérationnel. Ce fut le cas en particulier pour le Coût des Ventés (représentant le coût d'achat de logiciels et de matériels informatiques) et pour les dépenses de sous-traitance externe. La migration de l'ERP Bull vers l'ERP Atos qui s'applique à toutes les Entités Opérationnelles a été finalisée le 1^{er} juillet 2015.

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) (*) |
|--|--|--|
| Réorganisation des effectifs | -57,3 | -68,4 |
| Rationalisation et frais associés | -25,6 | -29,5 |
| Coûts d'intégration et d'acquisition | -14,4 | -18,3 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition | -44,7 | -31,2 |
| Charges relatives à des paiements fondés sur des actions | -21,5 | -15,5 |
| Autres | 43,0 | -0,9 |
| Total | -120,5 | -163,8 |

(*) 30 juin 2015 ajusté pour tenir compte du changement de présentation comme exposé dans la note C.4.6.2 "Principes comptables significatifs".

Les **coûts de réorganisation des effectifs** se sont élevés à 57,3 millions d'euros et sont principalement liés à l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans différentes GBU telles que l'Allemagne, l'Amérique du Nord, l'Europe centrale et de l'Est, la France, le Royaume Uni et la Zone Ibérique;

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 25,6 millions d'euros et ont été engendrés essentiellement par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des centres de données, principalement en Allemagne, en Amérique du Nord et en Europe Centrale et de l'Est, en lien avec des plans de restructuration. Ce montant inclut également les coûts externes pour la poursuite du programme TEAM chez Worldline, incluant la réorganisation de ses bureaux en France et en Belgique.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 14,4 millions d'euros et correspondent principalement aux coûts d'intégration de Xerox ITO ainsi qu'aux coûts d'acquisition et d'intégration d'Unify. Ces coûts incluent également les frais liés aux transactions Equens et Paysquare.

Les **autres éléments** ont généré un produit de 43,1 millions d'euros, et correspondent principalement au produit de cession de l'action Visa chez Worldline pour 51,2 millions d'euros partiellement neutralisé par le règlement d'un litige avec un client en Allemagne.

Note 6 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 31,8 millions d'euros sur la période (contre une charge de 10,7 millions d'euros au premier semestre 2015). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 7,9 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 23,9 millions d'euros.

Coût de l'endettement financier net

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) |
|---|--|--|
| Charges d'intérêt sur opérations de financement | -7,1 | -1,0 |
| Intérêts financiers liés aux locations-financement | -0,9 | -0,3 |
| Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie | 0,1 | 0,2 |
| Gains/(pertes) liés à la couverture de l'exposition au risque de taux d'intérêt | - | -2,1 |
| Coût de l'endettement financier net | -7,9 | -3,2 |

Le **coût de l'endettement financier net** s'est élevé à 7,9 millions d'euros, en hausse de 4,7 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015, et comprenait :

- une position nette de trésorerie de 593,1 millions d'euros à l'ouverture (en partie réduite par le décaissement en janvier 2016 lié à l'acquisition Unify) contre 989,1 millions d'euros début 2015 ;
- un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 1,50% comparé à 2,34% en 2015 ; et
- une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 0,99% comparée à 1,13% en 2015.

Autres produits et charges financiers

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) |
|--|--|--|
| Gains/(pertes) de change et couvertures liées | -2,2 | -0,4 |
| Gains/(pertes) liés à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché | -3,4 | 8,3 |
| Autres produits/(charges) financiers | -18,3 | -15,4 |
| Total Autres produits/(charges) financiers | -23,9 | -7,5 |
| Dont | | |
| - Autres charges financières | -34,2 | -38,5 |
| - Autres produits financiers | 10,3 | 31,0 |

Les coûts financiers non opérationnels de 23,9 millions d'euros en juin 2016 contre 7,5 millions d'euros en juin 2015 sont principalement composés de coûts financiers de pensions (14,9 millions d'euros contre 14,8 millions d'euros en 2015), d'une perte nette de change (5,6 millions d'euros contre un gain net de change de 7,9 millions d'euros en 2015), et d'autres charges financières pour 3,4 millions d'euros.

Les coûts relatifs aux engagements postérieurs à l'emploi correspondent à la différence entre les coûts d'actualisation des engagements et les revenus d'intérêts des actifs de régime.

Note 7 Charge d'impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre 2016 s'est élevée à 57,9 millions d'euros (incluant, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 292,1 millions d'euros. L'application d'un Taux d'Impôt Effectif (TIE) à fin juin 2016 était de 19,8% contre 25,2% au titre du premier semestre 2015.

Note 8 Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions exerçables (correspondant à 547 348 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

Le nombre moyen d'options de souscription d'actions non exercées au 30 juin 2016 s'élève à 1 100 130 options.

| (en millions d'euros et en unités) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) |
|--|---|---|
| Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a] | 205,2 | 123,0 |
| Impact des instruments dilutifs | - | - |
| Résultat net des activités poursuivies retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b] | 205,2 | 123,0 |
| Nombre moyen d'actions en circulation [c] | 103 052 796 | 100 253 782 |
| Impact des instruments dilutifs [d] | 547 348 | 909 426 |
| Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d] | 103 600 144 | 101 163 208 |
| Résultat net par action en euros des activités poursuivies [a]/[c] | 1,99 | 1,23 |
| Résultat net par action dilué en euros des activités poursuivies [b]/[e] | 1,98 | 1,22 |

| (en millions d'euros et en unités) | Semestre clos le 30 juin 2016 (6 mois) | Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois) |
|--|---|---|
| Résultat net – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a] | 173,7 | 123,0 |
| Impact des instruments dilutifs | - | - |
| Résultat net dilué – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b] | 173,7 | 123,0 |
| Nombre moyen d'actions en circulation [c] | 103 052 796 | 100 253 782 |
| Impact des instruments dilutifs [d] | 547 348 | 909 426 |
| Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d] | 103 600 144 | 101 163 208 |
| RNPA (Résultat Net Par Action) [a]/[e] | 1,69 | 1,23 |
| RNPA dilué [b]/[f] | 1,68 | 1,22 |

Note 9 Goodwill

| (en millions d'euros) | 31 décembre 2015 | Regroupe- ment d'entreprises | Variation de périmètre | Variations de change | 30 juin 2016 |
|-----------------------|------------------------|------------------------------------|---------------------------|-------------------------|-----------------|
| Valeur brute | 3 721,3 | 230,8 | -8,2 | -80,0 | 3 863,9 |
| Perte de valeur | -603,2 | - | - | 24,4 | -578,8 |
| Valeur nette | 3 118,1 | 230,8 | -8,2 | -55,6 | 3 285,1 |

Au cours du premier semestre, le Groupe n'a comptabilisé aucune dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur.

Note 10 Actifs financiers non courants

| (en millions d'euros) | | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|---|---------|-----------------------------|---------------------------------|
| Actifs de régimes de retraite | Note 14 | 143,0 | 128,5 |
| Juste valeur des participations non consolidées net des dépréciations | | 24,0 | 55,7 |
| Autres (*) | | 266,6 | 75,0 |
| Total | | 433,6 | 259,2 |

(*) Le poste Autres inclut les prêts, les dépôts, les garanties, les titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence et les participations non consolidées.

La variation de 191.6 millions d'euros dans la ligne "Autres" correspond principalement au prêt de 165.8 millions d'euros de Bull International envers Unify (activités destinées à être cédées).

Note 11 Clients et comptes rattachés

| (en millions d'euros) | | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|---|--|-------------------------|---------------------------------|
| Valeur brute | | 2 364,3 | 2 339,7 |
| Coûts de transition | | 37,1 | 43,2 |
| Provisions pour créances douteuses | | -114,9 | -109,6 |
| Valeur nette de l'actif | | 2 286,5 | 2 273,3 |
| Avances et acomptes reçus | | -70,7 | -53,2 |
| Produits constatés d'avance et clients créditeurs | | -606,2 | -610,0 |
| Créances clients nettes | | 1 609,6 | 1 610,1 |
| Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO) | | 32 | 32 |

Le 18 juin 2013, Atos a reconduit pour cinq ans son programme de titrisation pour un montant maximum de créances titrisées fixé à 500,0 millions d'euros, et une limite au montant maximum de financement fixée à 200,0 millions d'euros.

Ce nouveau programme de titrisation est structuré en deux compartiments appelés "ON" et "OFF":

- le compartiment "ON" similaire au précédent programme (les créances sont inscrites au bilan du Groupe) est le compartiment par défaut dans lequel les créances sont cédées. L'utilisation de ce compartiment a été faite à son seuil minimal ;
- le Compartiment "OFF" est conçu de manière à ce que le risque crédit (insolvabilité et retard de paiement) associé aux créances cédées des débiteurs éligibles au programme soit entièrement transféré au cessionnaire.

Au 30 juin 2016, le Groupe a vendu:

- dans le compartiment "ON" 303,0 millions d'euros de créances dont 110,0 millions d'euros ont été reçus en cash. Cette vente est avec recours et par conséquent reconsolidante au bilan ;
- dans le compartiment "OFF" 43,0 millions d'euros de créances qualifiées pour la déconsolidation car tous les risques associés sont substantiellement transférés.

Note 12 Autres actifs courants

| (en millions d'euros) | | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|------------------------------------|--|-------------------------|---------------------------------|
| Stocks | | 59,4 | 59,9 |
| Etat - Créances de TVA | | 152,7 | 149,7 |
| Charges constatées d'avance | | 382,7 | 310,5 |
| Autres créances et actifs courants | | 400,6 | 342,5 |
| Acomptes reçus | | 19,3 | 6,3 |
| Total | | 1 014,7 | 868,9 |

Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

| (en millions d'euros) | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|--|-----------------|------------------------|
| Disponibilités et dépôts bancaires à vue | 1 041,7 | 848,4 |
| SICAV monétaires | 699,4 | 1 098,4 |
| Total | 1 741,1 | 1 946,8 |

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, le Groupe peut à tout moment, investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 14 Engagements de retraite et avantages assimilés

Le montant total reconnu au bilan du Groupe au titre des régimes de retraites et assimilés s'élève à 1 210,8 millions d'euros comparé à 993,1 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les taux d'actualisation et les taux d'inflation à long terme ont baissé de manière significative depuis le 31 décembre 2015, notamment pour la Zone Euro et le Royaume Uni. Par conséquent, les actifs et les engagements des principaux plans ont été réévalués au 30 juin 2016.

Les taux d'actualisation suivants ont été utilisés :

| en % | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|--------------------------------|-----------------|------------------------|
| Zone Euro (plans à long terme) | 1,65% | 2,65% |
| Zone Euro (autres plans) | 1,15% | 2,05% |
| Royaume-Uni | 3,05% | 3,90% |

Les taux d'inflation à long terme suivants ont été utilisés :

| en % | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|-------------------|-----------------|------------------------|
| Zone Euro | 1,45% | 1,75% |
| Royaume-Uni (RPI) | 2,85% | 3,10% |

Durant le premier semestre 2016, l'acquisition d'Unify a conduit à une augmentation des engagements nets de retraites de 58,6 millions d'euros.

Les montants reconnus au bilan se détaillent comme suit :

| (en millions d'euros) | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|--|-----------------|------------------------|
| Charges payées d'avance - régimes postérieurs à l'emploi | 143,0 | 128,5 |
| Charges à payer - régimes postérieurs à l'emploi & autres régimes à long terme | -1 353,8 | -1 121,6 |
| Montant total reconnu au bilan | -1 210,8 | -993,1 |

L'impact net des régimes à prestations définies sur le compte de résultat du Groupe est le suivant :

| (en millions d'euros) | Semestre clos le 30 juin 2016 | Semestre clos le 30 juin 2015 |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| Marge opérationnelle | -26,9 | 4,2 |
| Autres produits et charges opérationnels | 3,6 | -1,5 |
| Résultat financier | -14,9 | -14,8 |
| Impact total sur le résultat | -38,2 | -12,1 |

Note 15 Provisions

| (en millions d'euros) | 31 décembre 2015 | Dota-tions | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Regroupement d'entreprises | Autres (*) | 30 juin 2016 | Cou-rantes | Non cou-rantes |
|-------------------------|------------------|-------------|--------------------|------------------------|----------------------------|-------------|--------------|--------------|----------------|
| Réorganisation | 41,9 | 23,6 | -25,6 | -1,0 | 2,5 | -2,1 | 39,3 | 35,6 | 3,7 |
| Rationalisation | 23,7 | 4,8 | -2,6 | -2,3 | 1,6 | -1,4 | 23,9 | 9,5 | 14,4 |
| Engagements sur projets | 109,2 | 13,3 | -32,0 | -13,0 | 14,8 | -2,4 | 89,9 | 68,1 | 21,8 |
| Risques et litiges | 111,8 | 11,3 | -7,5 | -21,1 | 3,4 | -3,5 | 94,4 | 54,1 | 40,3 |
| Total provisions | 286,6 | 52,9 | -67,6 | -37,4 | 22,4 | -9,4 | 247,5 | 167,3 | 80,2 |

(*) Le poste Autres se compose principalement des ajustements de conversion des devises.

Note 16 Passifs financiers

| (en millions d'euros) | 30 juin 2016 |
|--|--------------|
| Trésorerie / (endettement) net(te) en début de période | 593,1 |
| Souscription des nouveaux emprunts | -11,4 |
| Remboursement d'emprunts à long et moyen termes | 19,9 |
| Variation de trésorerie à court terme | -13,3 |
| Nouveaux contrats de location-financement | -3,3 |
| Emprunts à long et moyen terme des sociétés acquises au cours de la période | -10,6 |
| Variation de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen termes | -49,4 |
| Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt | -0,9 |
| Autres mouvements liés aux opérations de financement | -111,6 |
| Trésorerie / (endettement) net(te) en fin de période | 412,5 |

Les autres mouvements liés aux opérations de financement correspondent principalement à un effet reconsolidant au bilan de la dette financière du compartiment "ON" du programme de titrisation.

Note 17 Fournisseurs et comptes rattachés

| (en millions d'euros) | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|--|-----------------|------------------------|
| Dettes fournisseurs | 1 713,8 | 1 606,3 |
| Dettes fournisseurs d'immobilisations | -1,0 | -0,8 |
| Dettes fournisseurs | 1 712,8 | 1 605,5 |
| Paievements d'avance nets | -19,3 | -6,3 |
| Charges constatées d'avance | -382,7 | -310,5 |
| Total | 1 310,8 | 1 288,7 |
| Ratio fournisseurs en nombre de jours (DPO) | 80 | 75 |

L'échéance des dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Note 18 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

Trésorerie et équivalents de trésorerie net

| (en millions d'euros) | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 |
|--|-----------------|------------------------|
| Disponibilités et équivalents de trésorerie | 1 916,8 | 1 946,8 |
| Découverts | -119,3 | -73,1 |
| Total trésorerie et équivalents de trésorerie net | 1 797,5 | 1 873,7 |

Note 19 Approbation des états financiers semestriels

Les comptes financiers semestriels ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 26 juillet 2016.

Note 20 Evènements post-clôture

Il n'y a aucun évènement post-clôture à mentionner.

C.5 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés résumés semestriels de la société Atos S.E., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés résumés semestriels ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés résumés semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés résumés semestriels.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 26 juillet 2016

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Grant Thornton
*Membre français de Grant Thornton
International*

Jean-Pierre Agazzi

Victor Amselem

D GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

D.1 Renouvellement et nomination d'administrateurs

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 26 mai 2016 a approuvé l'ensemble des propositions de renouvellement de mandats d'administrateurs qui lui étaient soumises. A ce titre, elle a approuvé le renouvellement des mandats d'administrateur de Mesdames Aminata Niane (de nationalité sénégalaise) et Lynn Paine (de nationalité américaine), ainsi que de Monsieur Vernon Sankey (de nationalité britannique).

A la suite des renouvellements des mandats des administrateurs, le Conseil d'administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a décidé de confirmer la composition des Comités du Conseil.

D.2 Composition du Conseil d'Administration

A la date du dépôt de la présente actualisation du document de référence, le Conseil d'administration est composé des 11 administrateurs suivants, dont 8 indépendants :

| Nom de l'administrateur | Date de première nomination ou du dernier renouvellement | Date d'échéance du mandat |
|--------------------------------|---|----------------------------------|
| M. Thierry BRETON | 28 mai 2015 | AG 2018 |
| M. Nicolas BAZIRE* | 27 mai 2014 | AG 2017 |
| Mme Valérie BERNIS* | 28 mai 2015 | AG 2017 |
| M. Roland BUSCH | 27 mai 2014 | AG 2017 |
| Mme. Jean FLEMING | 29 mai 2013 | AG 2017 |
| M. Bertrand MEUNIER* | 28 mai 2015 | AG 2018 |
| Mme. Colette NEUVILLE* | 27 mai 2014 | AG 2017 |
| Mme. Aminata NIANE* | 26 mai 2016 | AG 2019 |
| Mme. Lynn PAINE* | 26 mai 2016 | AG 2019 |
| M. Pasquale PISTORIO* | 28 mai 2015 | AG 2018 |
| M. Vernon SANKEY* | 26 mai 2016 | AG 2019 |

* Administrateur indépendant

D.3 Assemblée générale Mixte du 26 mai 2016

L'Assemblée Générale Mixte du 26 mai 2016 a adopté l'ensemble des résolutions proposées par le Conseil d'administration. Le résultat des votes de l'Assemblée Générale Mixte ainsi que la documentation relative à l'ensemble des résolutions adoptées est disponible sur le site internet de la Société atos.net, rubrique investisseurs.

D.4 Rémunération et actionnariat des dirigeants

D.4.1 Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 26 juillet 2016

Dans le cadre de l'autorisation donnée pour trente-huit mois par l'Assemblée générale mixte du 26 mai 2016 dans sa vingtième résolution, le Conseil d'Administration, lors de la réunion du 26 juillet 2016, a décidé sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de procéder à l'attribution de 947 885 actions de performance ordinaires de la Société, au profit des premières lignes managériales d'Atos, incluant le dirigeant mandataire social.

Les conditions de performance du nouveau plan, à remplir sur les trois années, 2016, 2017 et 2018, portent sur des critères internes financiers liés à la profitabilité, au flux de trésorerie disponible, et à la croissance du chiffre d'affaires identiques à ceux du précédent plan du 28 juillet 2015. A l'instar du plan du 28 juillet 2015, le plan prévoit également une condition externe, liée à la performance sociale et environnementale de l'entreprise.

Les caractéristiques du plan d'attribution d'actions de performance sont les suivantes :

- A. Condition de présence :** sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la conservation de la qualité de salarié ou de mandataire social par le bénéficiaire pendant la période d'acquisition ;
- B. Conditions de performance :** L'attribution des actions de performance est également soumise à la réalisation de conditions de performance suivantes, internes et externe, appréciées pour chacune des années, 2016, 2017, et 2018.

Conditions de performance internes

Au titre de chacune des années 2016, 2017, et 2018:

- le **free cash flow Groupe** (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes est au moins égal à l'un des deux montants suivants :
 - (i) **85%** du montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, figurant dans le budget de la Société pour l'année concernée ; ou
 - (ii) le montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, de l'année précédente, **augmenté de 10%**.
- la **marge opérationnelle Groupe** est au moins égale à l'un des deux montants suivants :
 - (i) **85%** du montant de la marge opérationnelle Groupe figurant dans le budget de la Société pour l'année concernée ; ou
 - (ii) le montant de la marge opérationnelle Groupe de l'année précédente **augmenté de 10%**.
- la **croissance du chiffre d'affaires** pour l'année concernée est au moins égale à l'un des deux montants suivants :
 - (i) taux de croissance figurant dans le budget de la Société moins un pourcentage fixé par le Conseil d'Administration ; ou
 - (ii) taux de croissance annuel par référence aux objectifs de croissance du Groupe.

Pour chacune des années, au moins deux des trois critères doivent être remplis. Si l'un d'entre eux n'est pas rempli pour l'année n, ce critère devient obligatoire pour l'année n+1.

Condition de performance externe

Au titre des années 2016, 2017 et 2018, le Groupe Atos doit au moins obtenir le rating GRI G4 « Comprehensive » ou faire partie du Dow Jones Sustainability Index (Europe ou Monde) (évaluation annuelle). La condition est remplie dès lors que ce critère est validé pour les trois années au cours de la période.

- C. Périodes d'acquisition et de conservation :** L'attribution d'actions de performance décidée par le Conseil d'Administration d'Atos SE du 26 juillet 2016 prévoit que tous les bénéficiaires d'actions de performance salariés des sociétés du Groupe Atos acquerront définitivement les actions de performance qui leur sont attribuées le 26 juillet 2019, sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence susvisée. Les actions ainsi acquises ne seront pas soumises à une obligation de conservation et seront donc immédiatement cessibles par leurs bénéficiaires.

D. Dispositions supplémentaires spécifiques applicables au dirigeant mandataire social : Le Conseil d'administration a attribué un nombre maximal théorique de 56 500 actions de performance au Président-Directeur Général (attribution maximale théorique, voir ci-après). Ce montant prend en compte les recommandations du Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF à l'égard du dirigeant mandataire social, ainsi que les éléments de sa rémunération à trois ans tels qu'arrêtés par décision du Conseil d'administration du 30 mai 2012 et confirmés par l'assemblée générale du 27 décembre 2013 ainsi que le Conseil d'administration du 28 mai 2015.

Dans son analyse, le Conseil d'administration, sur l'avis du Comité des nominations et des rémunérations, a considéré les éléments suivants :

- l'attribution maximale théorique au Président-Directeur Général représente environ 6,0% du nombre total d'actions attribuées ;
- le principe et l'exigence supplémentaire de moduler l'attribution définitive du nombre d'actions du Président-Directeur Général en fonction de la performance effective du Groupe sur l'année 2016¹, et ce dans le respect du plafond de sa rémunération en titres à 45% de sa rémunération totale annuelle (même dans le cas le plus favorable) ;
- sous réserve de l'atteinte des conditions de performance du plan et du respect de la condition de présence, l'attribution définitive d'actions au Président-Directeur Général pourra ainsi varier entre 41 800 actions minimum et 56 500 actions maximum en cas respectivement de sous-performance ou de surperformance du Groupe Atos en 2016 correspondant à 70% ou 130% d'atteinte de sa rémunération variable pour 2016 ;
- l'obligation faite au dirigeant mandataire social de conservation de 15% des actions de performance qui lui seraient attribuées pendant toute la durée de ses fonctions ;
- l'interdiction également de conclure toute opération financière de couverture sur les actions faisant l'objet de l'attribution durant toute la durée du mandat du Président-Directeur Général.

D.4.2 Actions de performance devenues disponibles depuis le 1^{er} janvier 2016 pour le Président-Directeur Général - Tableau AMF n°7

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la deuxième moitié des actions de performances attribuées le 22 décembre 2011 (Tranche 2), dans le cadre du plan France, sont devenues disponibles. Le Président-Directeur Général est un des bénéficiaires de ce plan. Les conditions d'acquisition sont détaillées dans le Document de Référence 2015, au paragraphe G.4.3.1. Au 30 juin 2016, le Président-Directeur Général n'avait vendu aucune de ces actions devenues disponibles.

Par ailleurs, les actions de performance attribuées le 28 juillet 2014, dans le cadre du plan France, ont été définitivement acquises le 28 juillet 2016. Le Président-Directeur Général est un des bénéficiaires de ce plan. Les conditions d'acquisition sont détaillées dans le Document de Référence 2015, au paragraphe G.4.3.3. Les bénéficiaires sont tenus de conserver leurs actions ainsi acquises pendant une période de deux ans. Les actions deviendront ainsi disponibles le 28 juillet 2018.

| | Date du plan | Nombre d'actions définitivement acquises depuis le 1^{er} janvier 2016 | Date d'acquisition | Nombre d'actions devenues disponibles depuis le 1^{er} janvier 2016 | Date de disponibilité |
|------------------------------------|-------------------------------|---|---------------------------|--|------------------------------|
| Président-Directeur Général | 22 décembre 2011 Tranche 2 | 32 500 | 17 mars 2014 | 32 500 | 17 mars 2016 |
| | 28 juillet 2014 | 46 000 | 28 juillet 2016 | - | 28 juillet 2018 |

¹ Modulation applicable également aux membres de la Direction Générale du Groupe Atos.

D.4.3 Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1^{er} janvier 2016 par le Président-Directeur Général - Tableau AMF n°5

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le Président-Directeur Général n'a réalisé aucune levée d'options de souscription d'actions. Le Président-Directeur Général a procédé le 27 et le 28 avril 2016 à la cession de respectivement 1 101 et 28 899 actions. A l'issue de ces opérations et de celles mentionnées au paragraphe D.4.2 ci-dessus, le Président-Directeur Général détient, au 28 juillet 2016, 502 914 actions issues de levées d'options. Il possède par ailleurs 65 000 actions de performance définitivement acquises au titre du plan du 22 décembre 2011, 45 000 actions de performance définitivement acquises au titre du plan du 24 juillet 2013 (celles-ci deviendront cessibles le 24 juillet 2017) et 46 000 actions de performance définitivement acquises au titre du plan du 28 juillet 2014 (celles-ci deviendront cessibles le 28 juillet 2018).

E EVOLUTION DU CAPITAL

E.1 Informations de base

Les actions d'Atos SE sont cotées sur le marché Euronext Paris sous le code ISIN FR0000051732. Les actions sont cotées à Paris depuis 1995, elles ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché.

E.1.1 Transactions des titres (Euronext)

| | |
|----------------------------|--|
| Nombre de titres | : 104 759 633 |
| Classification sectorielle | : Technologie de l'information |
| Indice principal | : CAC AllShares |
| Autres indices | : CAC IT, CAC IT20, CAC Next20, Euronext 100, SBF120 |
| Marché | : Euronext Paris Compartiment A |
| Place de cotation | : Euronext Paris (France) |
| Code | : ATO (Euronext) |
| Code ISIN | : FR0000051732 |
| Eligibilité PEA/SRD | : oui/ oui |

Les codes les plus courants sont les suivants :

| Source | Codes | Source | Codes |
|-----------|--------|---------|---------|
| Euronext | ATO | Reuters | ATOS.PA |
| AFP | ATO | Thomson | ATO FR |
| Bloomberg | ATO FP | | |

La classification sectorielle sur Euronext est la suivante :

Euronext: Secteur Classification Industrie Classification

9000 AEX Technology
9530 AEX Software and Computer services
9533 Computer Services

Les titres font partie des indices suivants :

| Indice | Type | Code ISIN | Place de marché |
|----------------------------------|------------------|---------------|------------------------------------|
| Euronext (Compartiment A) | Indice global | | Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne |
| Euronext CAC 70 | Indice global | | Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne |
| Euronext 100 | Indice global | FR0003502079 | Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne |
| SBF 80 | Indice global | FR0003999473 | Paris PX8 |
| SBF 120 | Indice global | FR0003999481 | Paris PX4 |
| SBF 250 | Indice global | FR0003999499 | Paris PX5 |
| CAC IT20 | Indice sectoriel | QS0010989091 | Paris CIT20 |
| CAC IT | Indice sectoriel | FR0003501980 | Paris PXT |
| DJ Euro Stoxx Techno | Indice sectoriel | EUR0009658541 | Germany-Xetra SX8E |
| CAC Technology | Indice sectoriel | QS0011017827 | Paris |
| CAC Software & Computer Services | Indice sectoriel | FR0000051732 | Paris |

Développement durable : DJSI World, FTSE4Good, Ethibel Excellence (à la fois Eurozone et Europe), Vigeo.

E.1.2 Evolution du flottant

Le flottant des actions du Groupe exclut les participations détenues par l'actionnaire de référence, Siemens AG, détenant une participation de 11,9% du capital qu'il s'est engagé à conserver jusqu'au 30 septembre 2020.

La société Blackrock, Inc a annoncé avoir successivement franchi les seuils de 5% du capital et des droits de vote :

- (i) à la baisse le 21 mars 2016 ;
- (ii) à la hausse le 23 mars 2016 ;
- (iii) à la baisse le 31 mars 2016 ;
- (iv) à la hausse le 1^{er} avril 2016 ;
- (v) à la baisse le 4 avril 2016.

La société Bank of America Corporation a annoncé avoir franchi, indirectement par l'intermédiaire des sociétés de son groupe qu'elle contrôle, à la hausse, le 29 avril 2016, et à la baisse le 4 mai 2016, les seuils de 5% du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a annoncé détenir plus de 5% du capital de la Société. Les participations détenues par les salariés sont également exclues du flottant.

| Au 30 juin 2016 | Actions | % du capital | % des droits de vote |
|--------------------------|--------------------|---------------|----------------------|
| Auto détention | 477 159 | 0,5% | 0,0% |
| Siemens | 12 483 153 | 11,9% | 12,0% |
| Conseil d'administration | 622 316 | 0,6% | 0,6% |
| Salariés | 1 495 922 | 1,4% | 1,4% |
| Flottant | 89 681 083 | 85,6% | 86,0% |
| Total | 104 759 633 | 100,0% | 100,0% |

E.2 Dividendes

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires réunie le 26 mai 2016 a approuvé la mise en paiement en 2016 d'un dividende de 1,10 euro par action au titre du résultat de l'exercice 2015, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes ont été les suivants :

| Exercice | Dividende versé par action (en euros) |
|----------|---------------------------------------|
| 2015 | 1,10 euro |
| 2014 | 0,80 euro |
| 2013 | 0,70 euro |

E.3 Calendrier financier

20 octobre 2016 Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2016

E.4 Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, contacter :

Gilles Arditti, Directeur exécutif des Relations Investisseurs & de la Communication Financière

Tel +33 (0) 1 73 26 00 66

gilles.arditti@atos.net

Benoit d'Amécourt, Directeur Relations Investisseurs & Communication Financière

+33 (0)1 73 26 02 27

benoit.damecourt@atos.net

Ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atos.net.

E.5 Capital

E.5.1 Capital au 30 juin 2016

Au 30 juin 2016, sur la base d'une décision de constatation du Président-Directeur Général en date du 30 juin 2016, le capital social de la Société s'élevait à 104 759 633 euros, divisé en 104 759 633 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Depuis le 31 décembre 2015, le capital a été augmenté de 1 240 391 euros, correspondant à l'émission de 1 240 391 actions nouvelles se répartissant comme suit :

- 347 561 actions nouvelles résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 16 775 322,38 euros
- 892 830 actions nouvelles résultant du paiement du dividende relatif à l'exercice 2015 en actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 65 605 148,4 euros.

E.5.2 Pacte d'actionnaires

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative en cas d'offre publique sur le capital social de la Société que ceux mentionnés dans le Document de Référence 2015, en partie G.7.7.5.

E.5.3 Auto-détention

E.5.3.1 Le cadre juridique

La 11ème résolution votée par l'Assemblée Générale Mixte du 26 mai 2016 a renouvelé, au bénéfice du Conseil d'administration, l'autorisation d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Ces rachats ne peuvent porter sur plus de 10% des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'assemblée générale, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Ces achats peuvent être effectués en vertu de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- de les conserver et de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le respect des pratiques de marché admises par l'AMF, étant précisé que le montant maximum d'actions acquises par la Société à cet effet ne peut excéder 5% du capital,
- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF,
- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues ou admises par les dispositions légales et réglementaires applicables notamment dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, (iii) d'attribution gratuite d'actions notamment dans le cadre prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) de plans d'actionnariat de droit français ou étranger, notamment dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera,
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera, ou
- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social en application de la 12ème résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 26 mai 2016.

Le prix d'achat maximum par action est fixé à 105 euros (hors frais).

Le Conseil d'Administration peut ajuster le prix d'achat susmentionné en cas d'incorporation de primes, de

réserves ou de bénéfiques, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum de fonds destinés au programme de rachat s'élève en conséquence à 1 086 952 041 euros, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2015, ce montant maximum pouvant être ajusté pour tenir compte du montant du capital au jour de l'assemblée générale.

Cette autorisation a été octroyée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter du 26 mai 2016.

E.5.3.2 L'auto-détention

Au 30 juin 2016, la Société détenait 477 159 actions soit 0,5% du capital représentant une valeur de portefeuille de 35 562 660,27 euros sur la base du cours de la bourse du 30 juin 2016 et une valeur comptable de 31 306 118,51 euros. Ces actions sont affectées à l'allocation d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de son Groupe et correspondent à la couverture des engagements relatifs aux plans LTI et MIP.

E.5.4 Effet potentiel futur sur le capital

E.5.4.1 Actions potentielles

Sur la base de 104 759 633 actions émises, le capital social pourrait être augmenté au 30 juin 2016 jusqu'à un maximum de 796 875 d'actions nouvelles, soit 0,8% du capital social avant dilution. Cette dilution pourrait intervenir du fait de l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés. Les actions de performance ne sont pas considérées comme potentiellement dilutives, le Groupe prévoyant d'acheter sur le marché les actions à livrer aux employés. Ainsi, la dilution potentielle est calculée comme suit :

| <i>En nombre d'actions</i> | 30 juin 2016 | 31 décembre 2015 | Variation | % dilution |
|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------------|------------------|-------------------|
| Nombre d'actions émises | 104 759 633 | 103 519 242 | 1 240 391 | |
| Options de souscription d'actions | 796 875 | 1 294 524 | -497 649 | 0.8% |
| Dilution potentielle | 796 875 | 1 294 524 | -497 649 | 0.8% |
| Total du capital potentiel | 105 556 508 | 104 813 766 | 742 742 | |

Evolution des options de souscription d'actions

| | |
|---|------------------|
| Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2015 | 1 294 524 |
| Options de souscription attribuées au premier semestre 2016 | 0 |
| Options de souscription exercées au premier semestre 2016 | -347 561 |
| Options de souscription périmées ou déchues au premier semestre 2016 | -150 088 |
| Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2016 | 796 875 |

E.5.4.2 Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières

Au regard des résolutions votées par l'Assemblée Générale du 26 mai 2016, les autorisations d'intervenir sur le capital social et d'émettre des actions et autres valeurs mobilières en cours de validité sont les suivantes à la date du présent document :

| Autorisation | Montant des autorisations (valeur nominale) | Utilisation des autorisations (valeur nominale) | Solde non utilisé (valeur nominale) | Date d'expiration de l'autorisation |
|---|---|---|---|-------------------------------------|
| AGE 26 mai 2016 11 ^e résolution Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions | 10% du capital ajusté à tout moment | 0 | 10% | 26/11/2017 (18 mois) |
| AGE 26 mai 2016 12 ^e résolution Réduction de capital | 10% du capital ajusté au jour de la réduction | 0 | 10% | 26/11/2017 (18 mois) |
| AGE 26 mai 2016 13 ^e résolution Augmentation de capital avec DPS | 31 146 128 | 0 | 31 146 128 | 26/07/2018 (26 mois) |
| AGE 26 mai 2016 14 ^e résolution Augmentation de capital sans DPS par offre au public ^{1 2} | 10 382 042 | 0 | 10 382 042 | 26/07/2018 (26 mois) |
| AGE 26 mai 2016 15 ^e résolution Augmentation de capital sans DPS par placement privé ^{1 2} | 10 382 042 | 0 | 10 382 042 | 26/07/2018 (26 mois) |
| AGE 26 mai 2016 16 ^e résolution Augmentation de capital sans DPS en vue de rémunérer des apports en nature ^{1 2} | 10 382 042 | 0 | 10 382 042 | 26/07/2018 (26 mois) |
| AGE 26 mai 2016 17 ^e résolution Augmentation du nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec ou sans DPS ^{1 2 3} | Extension de 15% maximum de l'émission initiale | 0 | Extension de 15% maximum de l'émission initiale | 26/07/2018 (26 mois) |
| AGE 26 mai 2016 18 ^e résolution Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres | 3 234 millions | 0 | 3 234 millions | 26/07/2018 (26 mois) |
| AGE 26 mai 2016 19 ^e résolution Augmentation de capital réservée aux salariés ¹ | 2 076 408 | 0 | 2 076 408 | 26/07/2018 (26 mois) |
| AGE 26 mai 2016 20 ^e résolution Attribution d'actions de performance aux salariés et mandataires sociaux | 1 142 024 | 947 885 | 194 139 | 26/07/2019 (38 mois) |

1 Toute augmentation de capital au titre des 14e, 15e, 16e, 17e et 19e résolutions de l'AGM du 26 mai 2016 s'imputera sur le plafond fixé à la 13e résolution de l'AGM du 26 mai 2016.

2 Les augmentations de capital effectuées sans droit préférentiel de souscription au titre des 14e, 15e, 16e et 17e résolutions de l'AGM du 26 mai 2016 sont soumises à un sous-plafond global correspondant à 10% du capital de la Société au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 26 mai 2016 (soit un montant nominal de 10 382 042 euros). Toute augmentation de capital en vertu desdites résolutions s'imputera sur ce sous-plafond global.

3 L'émission supplémentaire s'impute (i) sur le plafond de la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale, (ii) sur le plafond global prévu à la 13e résolution de l'AGM du 26 mai 2016, et (iii) dans l'hypothèse d'une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription, sur le montant du sous-plafond mentionné au point 2 ci-dessus.

Le nombre d'actions nouvelles autorisées pouvant être émises dans le cadre des délégations de compétence susvisées (les 17ème et 18ème résolutions de l'Assemblée Générale du 26 mai 2016 étant mises à part) s'élève à 32 288 153,42, ce qui représente 30,82% du capital social mis à jour le 30 juin 2016.

E.5.5 Principaux événements boursiers du premier semestre 2015 et post-clôture

Janvier

Le **20 janvier 2016**, Atos a annoncé avoir finalisé auprès du Groupe Gores et de Siemens l'acquisition de Unify, le numéro trois mondial des solutions de communication intégrées générant un chiffre d'affaires annuel de 1,2 milliard d'euros. Cette acquisition crée une offre de services intégrés unique pour les communications unifiées qui optimisent la collaboration sociale, la transformation numérique et les performances opérationnelles de ses clients.

Février

Le **24 février 2016**, Atos a annoncé ses résultats annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Tous les objectifs 2015 ont été atteints. Le chiffre d'affaires a atteint 10 686 millions d'euros, +18% par rapport à 2014 et +0,4% à périmètre et taux de change constants. La marge opérationnelle a été de 883,7 millions d'euros, représentant 8,3% du chiffre d'affaires, par rapport à 7,1% en 2014 à périmètre et taux de change constants. Les prises de commandes ont atteint 11,2 milliards d'euros, soit un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 105%. Le carnet de commandes s'est accru de +2,9 milliards d'euros à 19,1 milliards d'euros, représentant 1,7 année de chiffre d'affaires. La trésorerie nette du Groupe a atteint 593 millions d'euros fin 2015. Le Groupe a généré 450 millions d'euros de flux de trésorerie disponible en 2015, par rapport à 367 millions d'euros en 2014. Le résultat net s'est établi à 437 millions d'euros, en hausse de +55% par rapport à 2014 et le résultat net part du Groupe a été de 406 millions d'euros, en hausse de +53%. Des améliorations significatives sont prévues en 2016.

Avril

Le **21 avril 2016**, Atos a annoncé son chiffre d'affaires du premier trimestre 2016 et un solide début d'année confortant l'atteinte de tous les objectifs 2016. Le chiffre d'affaires a atteint 2 757 millions d'euros, +1,6% à périmètre et taux de change constants et +15,0% à taux de change constants. Les prises de commandes ont représenté 2 794 millions d'euros, soit un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 101%.

Mai

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires d'Atos SE s'est réunie le **26 mai 2016** sous la présidence de Monsieur Thierry Breton, Président-Directeur Général de la Société. La totalité des résolutions proposées par le Conseil d'administration a été adoptée. L'Assemblée Générale a notamment approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2015, le versement d'un dividende au titre de cet exercice à hauteur de 1,10 € par action, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale a également renouvelé les mandats d'administrateur de Mesdames Aminata Niane et Lynn Paine et de Monsieur Vernon Sankey. A la suite des renouvellements des mandats des administrateurs, le Conseil d'administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a décidé de confirmer la composition des Comités du Conseil.

F FACTEURS DE RISQUES

La Société a mené une revue des risques qui pouvaient avoir un impact significatif sur son activité ou ses résultats (ou sa capacité à atteindre ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs que ceux détaillés dans le Document de Référence 2015 d'Atos déposé le 7 avril 2016 à l'AMF.

Atos est un groupe international qui opère dans 72 pays. Dans un grand nombre de ces pays, il n'existe aucun litige dans lequel le Groupe serait partie. Dans d'autres juridictions, seul un faible nombre de réclamations ou d'actions impliquant le Groupe ont été formulées. Au regard de la taille et du chiffre d'affaires de ce dernier, le niveau de contentieux demeure peu élevé.

Cela résulte en partie de l'incitation à l'auto-assurance, mais aussi de la forte promotion de la qualité des services rendus par le Groupe et de l'intervention de la Direction de Gestion des Risques entièrement dédiée au suivi des contrats, depuis l'offre commerciale jusqu'à la livraison des services. Ce suivi permet une alerte en amont des problèmes ou litiges potentiels. Tous les litiges et réclamations potentiels sont rapportés, suivis et gérés, de manière appropriée, à chaque stade de leur progression et font l'objet de revues juridiques par la Direction Juridique du Groupe.

Au cours du premier semestre 2016, certains litiges importants du Groupe ont été résolus dans des termes favorables au Groupe.

La Direction Générale considère que des provisions suffisantes ont été constituées.

Le montant total des provisions pour litiges dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2016 pour couvrir les litiges et réclamations identifiés, s'élevait à 51 millions d'euros (y compris les provisions pour réclamations fiscales et en matière de contributions sociales, mais excluant les litiges en matière de droit social).

F.1.1 Litiges en matière fiscale et de contributions sociales

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges, réclamations et audits habituels en matière fiscale et de contributions sociales. De tels litiges sont généralement résolus par le biais de procédures administratives non contentieuses.

Certaines réclamations en matière fiscale et de contributions sociales sont localisées au Brésil, où Atos est tantôt défendeur tantôt requérant. De tels litiges sont courants pour les sociétés opérant dans cette région. Les procédures sont habituellement longues. Dans d'autres juridictions, ces réclamations sont habituellement réglées par le biais de procédures administratives simples non contentieuses.

Il existe une réclamation significative à l'encontre des autorités fiscales britanniques en vue du remboursement d'une taxe (Stamp Duty) pour un montant de plus de 10 millions d'euros.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière fiscale et de contributions sociales, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2016, était de 23,6 millions d'euros.

F.1.2 Litiges en matière commerciale

Il existe un faible nombre de litiges en matière commerciale. Les litiges sont gérés par la Direction Juridique du Groupe. Le Groupe fait l'objet d'un faible nombre de litiges en matière de propriété intellectuelle, de nature spéculative, portant sur des réclamations fortement surévaluées et sans fondement.

Un certain nombre d'importants litiges commerciaux existent dans des juridictions variées que le Groupe a intégrées à la suite de l'acquisition de Siemens IT Solutions et Services, du groupe Bull et de Xerox ITO. Certains de ces litiges concernent des actions intentées par le Groupe, et en 2016, un certain nombre d'entre eux ont été résolus avec succès.

Les litiges provenant d'Unify qui a été récemment acquis par le Groupe sont soumis à des discussions post-clôture et le Groupe est confiant qu'il obtiendra une couverture satisfaisante des risques associés. Par conséquent, les litiges hérités d'Unify n'ont aucune incidence sur la provision totale de 27,38 millions d'euros pour les risques de litiges commerciaux, comme inscrit dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2016.

F.1.3 Litiges en matière sociale

Le Groupe emploie environ 100 000 salariés. Il existe relativement peu de litiges en matière sociale. Dans la majeure partie des juridictions il n'existe pas ou très peu de litiges. L'Amérique Latine est la seule région où il existe un nombre important de litiges mais ceux-ci sont de faible valeur et habituels pour des sociétés opérant dans cette région. Le Groupe est partie en qualité de défendeur à quelques litiges en matière sociale, de valeur plus importante au Brésil. De l'avis du Groupe ces litiges sont pour la plupart dépourvus en tout ou partie de fondement et font l'objet d'une provision adaptée.

Il existe 24 litiges à l'encontre du Groupe dont la demande est supérieure à 300 000 euros. Le montant total des provisions pour ces litiges, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2016, était de 3,41 millions d'euros.

F.1.4 Garanties de passif

Le Groupe n'est partie qu'à un petit nombre de litiges relatifs à la mise en jeu d'une garantie de passif à la suite d'opérations de cessions/acquisitions.

F.1.5 Autres

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure administrative, gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, en cours ou potentielle, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

G IMPLANTATIONS

Siège social

Atos
River Ouest
80, quai Voltaire
95 877 Bezons Cedex
Tel.: +33 1 73 26 00 00

Amériques

Argentine

Brésil

Canada

Chili

Colombie

Etats-Unis

Guatemala

Mexique

Pérou

Uruguay

Asie-Pacifique

Australie

Chine

Corée

Hong Kong

Indonésie

Japon

Malaisie

Nouvelle-Zélande

Philippines

Singapour

Taiwan

Thaïlande

Europe

Allemagne

Andorre

Autriche

Belgique

Bulgarie

Croatie

Danemark

République tchèque

Espagne

Estonie

Finlande

France

Grèce

Hongrie

Italie

Irlande

Lituanie

Luxembourg

Pays-Bas

Pologne

Portugal

Roumanie

Royaume-Uni

Russie

Serbie

Slovaquie

Suède

Suisse

Inde, Moyen-Orient & Afrique

Afrique du Sud

Algérie

Arabie Saoudite

Bénin

Burkina Faso

Cote d'Ivoire

Egypte

Etats Arabes Unis

Gabon

Inde

Liban

Madagascar

Mali

Maroc

Maurice

Qatar

Sénégal

Turquie

H TABLE DES MATIERES DETAILLEE

| | |
|--|----|
| Contents | 2 |
| A Personnes responsables | 3 |
| A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence | 3 |
| A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence | 3 |
| A.3 Responsables du contrôle des comptes | 3 |
| B Atos au premier semestre 2016 | 4 |
| C Finance | 6 |
| C.1 Revue opérationnelle | 6 |
| C.1.1 Synthèse | 6 |
| C.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants | 10 |
| C.1.3 Profil de chiffre d'affaires | 12 |
| C.1.3.1 Par Ligne de Service | 12 |
| C.1.3.2 Par Entité Opérationnelle | 12 |
| C.1.3.3 Par Marché | 12 |
| C.1.4 Performance par Ligne de Services | 13 |
| C.1.4.1 Infogérance | 13 |
| C.1.4.2 Conseil & Intégration de Systèmes | 14 |
| C.1.4.3 Big Data & Cybersécurité | 15 |
| C.1.4.4 Worldline | 16 |
| C.1.5 Performance par entité opérationnelle | 18 |
| C.1.5.1 Amérique du Nord | 19 |
| C.1.5.2 Allemagne | 19 |
| C.1.5.3 Royaume-Uni & Irlande | 20 |
| C.1.5.4 France | 20 |
| C.1.5.5 Benelux & Pays Nordiques | 21 |
| C.1.5.6 Autres entités opérationnelles | 22 |
| C.1.5.7 Structures globales | 22 |
| C.1.6 Chiffre d'affaires par marché | 23 |
| C.1.6.1 Industrie, Distribution & Transports | 23 |
| C.1.6.2 Public & Santé | 23 |
| C.1.6.3 Télécoms, Médias & Services | 23 |
| C.1.6.4 Services Financiers | 23 |
| C.1.7 Prises de commandes | 24 |
| C.1.7.1 Prises de commandes et ratio de prises de commande | 24 |
| C.1.7.2 Carnet de commandes total | 24 |
| C.1.7.3 Propositions commerciales | 24 |
| C.1.8 Ressources Humaines | 25 |
| C.2 Objectifs 2016 | 26 |

| | | |
|---------|--|----|
| C.3 | Revue financière..... | 27 |
| C.3.1 | Etat du résultat global | 27 |
| C.3.1.1 | Marge opérationnelle..... | 27 |
| C.3.1.2 | Autres produits et charges opérationnels | 28 |
| C.3.1.3 | Résultat financier..... | 28 |
| C.3.1.4 | Impôt..... | 28 |
| C.3.1.5 | Participations ne donnant pas de contrôle | 29 |
| C.3.1.6 | Résultat net normalisé..... | 29 |
| C.3.1.7 | Résultat net par action (RNPA) semestriel | 29 |
| C.3.2 | Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette | 31 |
| C.3.3 | Résultats de la société mère | 33 |
| C.4 | Etats financiers consolidés résumés semestriels | 34 |
| C.4.1 | Compte de résultat consolidé semestriel | 34 |
| C.4.2 | Etat du résultat global semestriel..... | 35 |
| C.4.3 | Etats consolidés semestriels de la situation financière | 36 |
| C.4.4 | Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel..... | 37 |
| C.4.5 | Variation semestrielle des capitaux propres consolidés | 38 |
| C.4.6 | Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels | 39 |
| C.4.6.1 | Base de préparation | 39 |
| C.4.6.2 | Principes comptables significatifs | 39 |
| C.4.6.3 | Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels | 41 |
| C.5 | Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2016..... | 53 |
| D | Gouvernance d'entreprise..... | 54 |
| D.1 | Renouvellement et nomination d'administrateurs..... | 54 |
| D.2 | Composition du Conseil d'Administration | 54 |
| D.3 | Assemblée générale Mixte du 26 mai 2016 | 54 |
| D.4 | Rémunération et actionnariat des dirigeants | 55 |
| D.4.1 | Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 26 juillet 2016 | 55 |
| D.4.2 | Actions de performance devenues disponibles depuis le 1 ^{er} janvier 2016 pour le Président-Directeur Général - Tableau AMF n°7 | 56 |
| D.4.3 | Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1 ^{er} janvier 2016 par le Président-Directeur Général - Tableau AMF n°5..... | 57 |
| E | Evolution du capital | 58 |
| E.1 | Informations de base | 58 |
| E.1.1 | Transactions des titres (Euronext) | 58 |
| E.1.2 | Evolution du flottant..... | 59 |
| E.2 | Dividendes..... | 59 |
| E.3 | Calendrier financier..... | 59 |
| E.4 | Contacts..... | 59 |

| | | |
|---------|---|----|
| E.5 | Capital | 60 |
| E.5.1 | Capital au 30 juin 2016 | 60 |
| E.5.2 | Pacte d'actionnaires | 60 |
| E.5.3 | Auto-détention | 60 |
| E.5.3.1 | Le cadre juridique | 60 |
| E.5.3.2 | L'auto-détention | 61 |
| E.5.4 | Effet potentiel futur sur le capital | 61 |
| E.5.4.1 | Actions potentielles | 61 |
| E.5.4.2 | Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières | 62 |
| E.5.5 | Principaux événements boursiers du premier semestre 2015 et post-clôture | 63 |
| F | Facteurs de risques..... | 64 |
| F.1.1 | Litiges en matière fiscale et de contributions sociales | 64 |
| F.1.2 | Litiges en matière commerciale | 64 |
| F.1.3 | Litiges en matière sociale..... | 65 |
| F.1.4 | Garanties de passif | 65 |
| F.1.5 | Autres | 65 |
| G | Implantations..... | 66 |
| H | Table des matières détaillée..... | 67 |